

Un număr vechiu 7 lei

# CURIERUL JUDICIAR

DOCTRINĂ — JURISPRUDENȚĂ — LEGISLAȚIUNE — ECONOMIE POLITICĂ — FINANȚE — SOCIOLOGIE

Director: N. C. SCHINA

**COMITETUL :**

D. NEGULESCU, Profesor la Facultatea de drept din București, GR. CONDURATU, Consilier la Curtea de Apel București

ALEX. CERBAN ALFRED JUVARA IOSEF G. COHEN TR. ALEXANDRESCU V. ANGHELOVICI EUG. EMMANUEL  
Dr. în Drept din Paris Dr. în Drept din Paris Avocat Post Prim-Preged. Trib. Dr. în Drept din Paris Dr. în Drept din Paris  
Profesor Universitar Avocat Avocat Avocat Jud. Trib. Ilfov Avocat

Secretar de Redacție: E. C. DECUSARA, Dr. în drept din Paris, Directorul Statisticii Judiciare

Membru corespondent pentru Paris: EDOUARD LEVY, Dr. în Drept, Avocat, Paris

**ABONAMENTUL**Un an p. Bănci, Case Comerc. și Autorit. 300 lei  
„ Magistrați și Avocați fără supl. 150 „  
6 luni prețul cel de sus pe jumătateAPARE ODATA PE SAPTAMANA  
sub direcțiunea unui comitet

Abonamentele se plătesc totdeauna înainte

**Redacția și Administrația**București, Arta, 5 și Rahovei, 5  
Lângă Palatul Justiției  
— TELEFON 18/20 —

*D-l Ed. Lévy, distinsul nostru colaborator și corespondent din Paris, a binevoit a ne trimite din partea d-lui R. Brunschwig, Doctor în Drept și Inspector al înregistrării și Domeniilor din Franța, un mic studiu relativ la Impozitul asupra cifrelor afacerilor. Ne grăbim a-l da publicității, subiectul fiind tratat cu toată competența și prezentând actualmente un interes deosebit și pentru țara noastră, unde un asemenea impozit este preconizat prin noul proiect de reformă financiară.*

*Este al doilea articol în limba franceză apărut în coloanele revistei noastre, după acela semnat de d-l Profesor R. Demogue dela Facultatea de Drept din Paris. Suntem în plăcuta situațiune de a aduce la cunoștința cititorilor, că, grație concursului devotat al corespondentului nostru, în curând vor colabora la Curierul Judiciar și alți eminenti scriitori francezi în domeniul științelor juridice și economice. Cu egală bucurie anunțăm tot deodată, că revistele de drept din Paris, dorind să contribuiească, la rândul lor, la cunoașterea literaturii jurisprudențiale române, ne-au cerut să le transmitem în traducere franceză unele din deciziuni, împreună cu notele ce le însoțesc, publicate în această revistă.*

CURIERUL JUDICIAR

**SUMAR**— *L'impôt sur le chiffre d'affaires*, par le Mr. Dr. R. Brunschwig, Inspecteur adjoint de l'Enregistrement et des Domaines;— *Mărire competentei judecătorilor de ocoale*, de d-l avocat I. Mihăilescu Stegaru.— *Factorul psihologic în unificarea legilor*, de d-l avocat Const. Opreșcu.— *Unificare dreptului privat*, de d-l Al. M. Veleșcu, recenzie de E. C. Decusară.**JURISPRUDENȚA :**— Trib. Prahova s. I: *Soc. Păcura Română cu Olimpia Stănescu și H. Thomas O'Brien* (Dacă legea măsurilor excepționale (art. 8) se aplică și supușilor străini? Decretele-legi No. 3170/919, 1480/917 și 2199/919. Efectele actului de concesiune petrolifer neînregistrat în registrul special. Achizițiune de terenuri petrolifere de un mandatar având un mandat nevalabil dat, Nulitate absolută), cu o Notă de d-l avocat N. G. Marinescu.— Trib. Ilfov s. I: *Petre Grădișteanu cu Elena Negrea* (Despre legatul de uzufruct. Dacă legatarul uzufructuar, cu titlul universal, contribuie la plata datorilor testatorului?), cu o Notă de d-l Profesor Alex. Cerban.

— Banchetul «Curierului Judiciar». Sărbătorirea d-lor Dem. I. Dobrescu și N. C. Schina.

**L'IMPÔT SUR LE CHIFFRE D'AFFAIRES**

La loi du 25 juin 1920 a créé, en France, par ses articles 59 à 73, un impôt sur le chiffre d'affaires des commerçants et industriels, dont le décret du 24 juillet 1920, portant règlement d'administration publique, a fixé les modalités d'application.

I. Quelles sont les personnes atteintes par cet impôt?

II. Pour quelles opérations exactes les frappe-t-il?

III. De quelle façon s'établit-il?

IV. Enfin quelles sont les obligations et les sanctions qui en découlent?

Telles sont au sujet de ce nouvel impôt les différentes questions que nous voudrions résumer brièvement ici.

**I. Personnes assujéties à l'impôt**

Aux termes des art. 59 et suivants de la loi, est soumis à l'impôt le montant des affaires réalisées par «les personnes qui habituellement ou occasionnellement achètent pour revendre, ou accomplissent les actes relevant des professions assujéties à l'impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux institué par le titre 1-er de la loi du 31 juillet 1917, ainsi que les exploitants d'entreprises assujéties à la redevance proportionnelle prévue par l'article 33 de la loi du 21 avril 1810».

Il résulte de ce texte que sont soumis au nouvel impôt :

1) d'une part : tous les commerçants, et on sait que d'après l'art. 1-er du Code de commerce sont commerçants : «ceux qui exercent des actes de commerce et en font leur profession habituelle». L'énumération des actes considérés par la loi comme actes de commerce est contenue dans les articles 631 et suivants du code de commerce, auxquels il y a lieu de se reporter le cas échéant. Et aussi les industriels, notam-

ment les exploitants des mines assujettis aux redevances prévues par les articles 33 et suivants de la loi du 21 avril 1810. Ces derniers doivent d'ailleurs être considérés comme commerçants en vertu de l'art 5 de la loi du 9 septembre 1919 ;

2) d'autre part, toutes les personnes qui ne rentrent pas dans les catégories précédentes (non-commerçants) et que la loi du 31 juillet 1917, par son art. 13, soumet néanmoins à l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels, par exemple :

a) les ouvriers travaillant pour leur compte chez eux ou chez les particuliers sans compagnon ou apprenti ;

b) les ouvriers travaillant en chambre avec un apprenti de moins de 16 ans ;

c) les pêcheurs.

3) enfin les personnes qui *occasionnellement* accomplissent des actes relevant de l'une ou l'autre profession industrielle ou commerciale, ou qui, occasionnellement, achètent pour revendre (spéculateurs, courtiers etc.).

Par contre, ne sont pas assujettis à la taxe : les titulaires de profession libérale (avocats, médecins, officiers ministériels), lesquels ne sont ni commerçants, ni redevables de l'impôt sur les bénéfices commerciaux, mais seulement de l'impôt sur les bénéfices des professions non commerciales ; *les agriculteurs*, parce que la vente de leur récolte ne constitue pas un acte de commerce et qu'ils n'acquittent que l'impôt sur les bénéfices agricoles, et, enfin, certaines sociétés coopératives de consommation.

## II. Opérations sujettes à l'impôt

Le nouvel impôt frappe toutes les affaires faites en France par les personnes désignées ci-dessus.

Des exceptions ont toutefois été établies relativement à certaines affaires, qui demeurent exemptes de la taxe.

Ces exceptions sont dictées soit par le souci de ne pas surcharger des consommations de toute première nécessité, comme la vente du pain, par exemple ; soit par l'impossibilité dans laquelle les redevables peuvent se trouver de récupérer sur leurs clients l'impôt qu'ils ont acquitté, comme c'est le cas pour les services de transports (chemins de fer, tramways, etc.) et d'une façon générale pour les exploitants de services publics concédés, lesquels sont tenus d'appliquer des tarifs fixés par l'autorité, et ne peuvent par conséquent majorer leurs prix d'un impôt supplémentaire.

Ou, enfin, ces exceptions ont été instituées pour certaines affaires, parce que celles-ci acquittent déjà par ailleurs des autres taxes (affaires sujettes à l'impôt sur les opérations de bourse, à

l'impôt sur les produits pharmaceutiques, sur les assurances, etc.).

## III. De quelle façon s'établit l'impôt

L'impôt frappe le *chiffre d'affaires*, c'est-à-dire que pour les personnes vendant des marchandises, denrées ou objets quelconques, il porte sur le montant des ventes réalisées. On entend par là celles pour lesquelles la marchandise a été livrée et le prix payé.

Pour les personnes jouant le rôle d'intermédiaire, de mandataire, d'entrepreneur ou loueur de services, de banquier etc., autrement dit pour celles vendant leurs services : l'impôt atteint le montant total des salaires, commissions et courtages qui ont été gagnés.

Le taux général de l'impôt est de 1<sup>o</sup>/<sub>o</sub>. Il est majoré de 0 fr. 10<sup>o</sup>/<sub>o</sub> au profit des départements et communes — soit au total 1 fr. 10<sup>o</sup>/<sub>o</sub>.

*Certaines catégories d'affaires* sont soumises à un taux d'impôt supérieur : ce sont les affaires ayant trait au logement et à la consommation sur place de boissons et denrées alimentaires, lorsqu'elles sont réalisées par des établissements dits de luxe. L'impôt qui les frappe est de 3<sup>o</sup>/<sub>o</sub> au 10<sup>o</sup>/<sub>o</sub> (sans addition de décime) suivant la classe attribuée à l'établissement ; enfin les affaires qui portent sur des denrées, fournitures ou objets quelconques classés comme étant de luxe, acquittent, elles aussi, un impôt de 10<sup>o</sup>/<sub>o</sub>.

## IV. Obligation des redevables

Les personnes assujetties au nouvel impôt sont tenues :

A. *Au point de vue du recouvrement de l'impôt :*

1) De se faire connaître à l'administration, à moins d'être déjà inscrit au rôle de l'impôt sur les bénéfices commerciaux et industriels.

2) De tenir une comptabilité, ou tout au moins d'avoir un livre spécial sur lequel sont portées les affaires effectuées. L'inscription a lieu séparément par affaire, ou en bloc, à la fin de la journée si les affaires ont été traitées au comptant et si aucune ne dépasse 100 frs.

Les ventes d'objets de luxe doivent par contre être toujours détaillées. A la fin du mois, le montant des opérations inscrites sur le livre est totalisé.

3) Le redevable doit remettre à l'administration aux dates fixées par celle-ci : un relevé total des affaires réalisées au cours du mois précédent.

B. *Au point de vue du contrôle*

Les redevables sont tenus de fournir à l'administration toutes justifications relatives à la fixation du montant de leur chiffre d'affaires.

## V. Sanctions

Tout refus de la part du contribuable de se soumettre à cette dernière disposition de la loi est puni d'une amende allant de 500 à 5000 frs.

Pour les autres contraventions à la loi, il y a lieu de distinguer suivant qu'elles n'ont eu aucune conséquence sur la perception de l'impôt, auquel cas l'amende est de 1000 frs. en principal; ou qu'elles ont entraîné un retard dans l'acquiescement de tout ou partie de l'impôt, «auquel cas l'amende devient égale pour chaque mois ou fraction de mois de retard, au montant de l'impôt non payé dans le délai légal», amende qui ne peut en tout état de cause être inférieure à 1000 frs en principal.

### Conclusion.

Le nouvel impôt est appliqué en France depuis le 1-er janvier 1920. Basé sur des principes clairs et d'une structure assez simple, les résultats fournis par lui sont des plus appréciables, et les sommes qu'il a déjà fait entrer dans les caisses de l'Etat sont assez considérables.

Pour le seul mois de janvier 1921 son rendement s'est élevé à près de 200 millions (ce qui ferait 2 milliards 400 millions pour l'année, en prenant ce mois pour moyenne). Et encore faut-il tenir compte que ce rendement subit pour l'instant une diminution sensible par suite du fléchissement actuel des affaires.

On comprend maintenant la place prépondérante que ce nouvel impôt est susceptible de prendre dans nos budgets.

Néanmoins, tel qu'il est, il est loin d'être parfait. De très nombreuses critiques ont été dirigées soit contre sa nature même, soit contre ses modalités d'application.

Impôt de consommation par sa nature même, il peut arriver qu'il frappe un produit 5 ou 6 fois de suite (puisqu'il est perçu pour chaque transaction dont ce produit est l'objet).

L'influence de l'impôt sur l'augmentation du coût de la vie, surtout lorsqu'il s'agit de produit de 1-ère nécessité, peut donc être fâcheuse. Toutefois en raison même de la modicité du taux institué (1<sup>o</sup>/<sub>o</sub>), cette influence est somme toute assez restreinte.

Quant à son application, cet impôt embrasse un nombre si considérable d'assujettis et une telle infinité de cas, que sa mise en vigueur n'a pas été sans susciter de notables difficultés, en face desquels les agents chargés de le recouvrer se sont parfois trouvés pris au dépourvu.

Un contrôle plus étroit, une adaptation de plus en plus précise de l'impôt à la multiplicité des espèces qui se présentent en pratique, et une mise au point judicieusement et progressivement menée feront à coup sûr de cette nouvelle taxe l'un des piliers fondamentaux de nos gigantesques budgets modernes.

R. BRUNSCHWIG

Docteur en Droit  
Inspecteur-adjoint de l'Enregistrement  
et des Domaines.

## Mărirea competenței judecătorilor de ocoale

Legea judecătorilor de ocoale, care a fost făcută spre a da o justiție promptă și la îndemâna populației rurale, astăzi a căzut aproape în desuetudine.

Intr'adevăr, prin această lege s'a dat în cădere judecătorilor de ocoale toate litigiile până la valoarea de 3.000 de lei; ori prin deprecierea leului pe deoparte, și prin creșterea enormă a valorii bunurilor mobile și imobile pe dealtă, azi aproape toate procesele trec la tribunale, căci depășesc competența actuală a judecătorilor.

Câteva exemple practice ne vor lămuri mai bine: Un sătean are cel puțin 2 ha. de pământ; la deschiderea succesiunii lui, moștenitorii vor a se dețiva. Cum valoarea unui pogon este evaluată actualmente la 3—5.000 de lei după localitate, dacă ținem în seamă și valoarea imobiliară lăsată de defunctul, care e de cel puțin 20.000 lei, reese în mod evident, că acțiunea de partaj nu se mai poate îndrepta de cât la Tribunal.

Din această cauză decurg numeroase consecințe: taxe de timbru mai mari, deplasări la oraș, onorar mai mare de avocat, etc., cu alte cuvinte pierderi de timp și cheltueli însemnate.

Alt caz: Se ucide un bou; azi valoarea lui este între 4.000—5.000 lei; acțiunea nu se va mai putea îndrepta la judecătoria de ocol, ci la Tribunal.

Deasemenea în materie de contracte de închiriere, unde competența judecătorilor este limitată până la 1.500 lei; cu majorarea chiriilor, atât prin legi, cât și prin convențiuni, multe procese se vor îndrepta la Tribunal.

Dacă analizăm toate litigiile ce vin în judecată, vedem, că din cauza deprecierei leului și creșterii valorii bunurilor, majoritatea proceselor nu vor mai fi intentate la judecătoria.

Față cu această situațiune, se impune de urgență o lege, care să lărgească în mod simțitor competența judecătorilor de ocoale până la 25.000 lei, de exemplu, cu drept de apel.

Trebue să nu uităm principiul, că o lege ca să fie bună, și să satisfacă spiritul de dreptate, trebue să fie adaptată nevoilor sociale, să ție seamă de practica și obiceiurile justițiabililor, pe cari să le satisfacă cât mai grabnic și cu cât mai reduse cheltueli.

I. MIHAILESCU-STEGARU

Avocat, Drăgășani

## Factorul psihologic în unificarea legilor

A priori, elaborarea unei legi este, sau... ar trebui să fie un lucru destul de greu; cu mult mai greu va fi desigur unificarea legislativă în România întregită, punerea în acord, pentru uniformizarea a deosebitelor dispozițiuni din legi variate, aplicabile apoi tuturor cetățenilor noului stat. Această greutate va fi sporită mai ales când va trebui să se țină seama de punerea de acord a legislației unificate cu osebite mentalități înrădăcinate, cu diverse dispozițiuni sufletești și, pe cât cu putință, chiar cu perspectivele de dezvoltare ale neamului nostru.

Unificarea legislativă va trebui să fie, neapărat de astădată, transpunerea în forme juridice a psihologiei proprii poporului românesc.

Adoptarea vechilor legiuiri dela popoare prea mult îndepărtate de al nostru în ce privește cultura, starea socială, condițiunile etnice, etice și geografice a fost poate atunci o necesitate, la care am fost ținuți de lipsa noastră de pregătire în toate direcțiunile. Dar acum, ar fi un pesimism rău venit să n'o recunoaștem, ne simțim sufletește în stare să ne pregătim singuri cultura noastră, economia noastră, legislațiunea noastră.

\* \* \*

Principiile generale ale științei dreptului tind spre uniformizare și universalizare. Unele ramuri au ajuns aproape acest stadiu, cum e dreptul comercial. Tot așa unele părți din dreptul civil tind să devină universale: actele stării civile, privilegiile și ipotecile. Dar, dacă observăm bine, vedem că, numai acele ramuri ale dreptului, care regulează raporturile materiale dintre indivizi au această tendință; pe când, din potrivă, acele ramuri în care sufletul individual sau colectiv este în joc, au tendințe de diferențiere: regimul matrimonial și aproape totalitatea prescripțiunilor codicelui penal, unde intențiunea — factor eminent de ordin psihologic — este pretutindeni căutată, constituind baza aproape a tuturor infracțiunilor.

Indiscutabil, prin urmare, că atunci când e vorba de unificarea legii penale, sufletul individual e cel vizat. Dar cercetări psiho-sociologice recente dovedesc că există și suflete colective: ale unui anume grup de indivizi (parlament, societăți culturale, sportive, etc.), ale unei anumite clase sociale, ale unui neam întreg.<sup>1)</sup> Viitoarea lege penală unificată va trebui, dar neapărat să țină seamă de acest suflet colectiv, în speță de psihologia poporului românesc.

\* \* \*

S'a publicat de curând, într'o admirabilă traducere românească codul penal ungar. În No. 4 din 30 Ianuarie 1921 al Curierului Judiciar, d-l G. P. Docan, judecător în Oradea-Mare, notează „câteva scurte observații rezultate din comparația făcută între codul penal ungar și cel românesc”. Ele se referă la suspendarea pedepsei, la libertatea condițională, la scăderea din pedeapsă a închisorii preventive și la câteva „fapte antisociale”, care după c. pen. român nu constituiesc infracțiuni, dar care sunt reprimite — unele destul de aspru — de c. pen. ungar, cum ar fi: denunțarea calomnioasă, discreditarea, profanarea unui mormânt, actele impudice nefirești, pedepsirea mituitorului, etc.

Fără a cerceta dacă toate aceste chestiuni constituiesc o superioritate adevărată a c. pen. ungar — și dacă ele ar urma să fie luate în considerare la viitoarea unificare penală — mă întreb, numai dacă ele ar corespunde toate mentalității noastre românești, acelei psihologii proprii a poporului nostru, de care aminteam adineauri.

1) W. Wundt — Völkerpsychologie; D. Drăghicescu — Psihologia poporului român.

G. Le Bon — Psychologie des foules.  
Sc. Sighele — Psychologie des sectes.

Așa, de pildă, suspendarea pedepsei — asupra căreia, de altfel, de mult se face și la noi o întinsă discuțiune (1891) și în favoarea căreia, recunosc, se aduc argumente remarcabile, cred că n'ar corespunde dispozițiunilor sufletești ale masei poporului nostru. În primitivitatea lui sufletească (care nu e din toate punctele de vedere rea) țărânul român, în special, vrea ca fapta rea să fie nu atât grav pedepsită, cât să fie neapărat și cât mai urgent pedepsită. Observațiuni practice arată că în procesele penale țărânii „adversari” stau blajini de vorbă pe sală și „partea civilă” spune „inculpatului”: „măcar 5 lei să dai amendă ca să te înveți minte alt' dată”; iar dacă e vorba de împăcare, ea nu are loc, în marea majoritate a cazurilor, la primul termen, ci la al doilea, al treilea.

Sau, de pildă, dacă ar fi să se reprime crimele și delicturile contra pudorii! Atari prescripțiuni erau, poate, îndreptățite și necesare în c. pen. ungar. Noi am auzit de mult din romanele senzaționale și din reportaje celebre de scabroase acte impudice nefirești, caracteristice la unele popoare ca germanii și ungurii. Cine cunoaște însă curăția — firește relativă — a morăurilor de acest soi la poporul românesc, cred că ar socoti inutilă o atare prescripțiune în viitorul cod penal român, care, repet, va fi oglinda psihologiei lui proprii. După c. pen. ungar pot fi pedepsite actele impudice nefirești săvârșite de oameni cu animale; dar cine cunoaște temperamentul românului, simțul lui de pudoare, natura afecțiunii lui pentru animalele lui — tovarășii lui cei mai dragi sunt boul și vaca — acela se poate îndoi de utilitatea unor atari prescripțiuni în legea penală. Poate că, dacă Grigorescu ar fi auzit numai că țărânul român e capabil de acte impudice nefirești cu boul său, divină-i măestrie nu i-ar fi mai zugrăvit cu atâta candoare!

\* \* \*

Aceste simple observațiuni ni-au fost sugerate de clarul și documentatul studiu al D-lui Judecător Docan. Am vrut numai să spun că, cu prilejul unificării legislațiunii și în special în acele ramuri și părți ale dreptului care vin în atingere cu sufletul omenesc — cu sufletul românesc — va trebui să se țină seamă de factorul psihologic, care dacă după 1859 a putut fi neglijat în Principatele-Unite, nu mai poate după 1916, fi trecut cu vederea în România-Mare.

CONST. OPRESCU  
Avocat în Botoșani

## RECENZIE

**Unificarea dreptului privat de d-l Alex. M. Velescu, Dr. în drept, avocat. București 1916.**

În acest studiu d-l Alex. Velescu pune o îndrăzneală problemă de drept: Unificarea legislațiunii civile și comerciale, prin urmare a Dreptului privat într'un singur cod.

Desigur chestiunea nu e nouă, ea a preocupat atât pe juristii din Franța, cât, mai ales pe cei din Germania, însă d-l Velescu, pune chestiunea în întregul ei și o tratează cu o competență și erudițiune, care seduce și convinge.

Desigur că problema are mai mult perspective pentru viitor, e o năzuință a „legislațiunii în dublă partidă“ de azi, de a tinde către un tot organic, în strânsă legătură cu organizația economică, socială și juridică a statelor.

Dreptul comercial are strânse contingente cu dreptul civil, care în multe chestiuni e un supletiv a celui din urmă, — în cât din punctul de vedere al dreptului privat, această bifurcare „nu constituie un postulat fundamental nici pentru economia, nici pentru tehnica juridică“ cum zice cu drept cuvânt d-l Velescu.

Pentru a dovedi și evidenția acest principiu, d-l Velescu face o excursie în domeniul legislațiilor vechi. Dreptul roman în tot cursul evoluției sale n'a cunoscut distincția între legislația comercială și cea civilă. Tocmai în evul mediu începe să se afirme uzurile comerciale, și instituțiunile consulare, din care a eșit mai târziu regulile dreptului comercial, care au fost adoptate de toate statele civilizate. Totuși în mod subsidiar se făcea apel la codul civil, care era considerat Dreptul comun. Prin urmare dreptul comercial era considerat ca un total de reguli excepționale, deși după alții era considerat ca o ramură a codului civil.

Pentru a-și susține teza sa : Unificarea dreptului privat, d-l Velescu, combate ca un lux de argumente părerea acelora, cari vroesc să considere dreptul comercial, ca un drept autonom pe următoarele temeluri : Necesitățile particulare ale comerțului : celeritatea, creditul personal, siguranța ; autonomia între tendința cosmopolită a dreptului comercial și cea națională a dreptului civil ; deosebirea între dreptul civil statornic, fix și cel comercial variabil și mlădios ; aplicarea în drept a principiului progresului prin deferențiere ; și distincția de ordin sufletesc între pornirile mercantile și aspirațiunile normale ale omenirii.

După această critică negativă, d. Velescu trece la partea pozitivă, constructivă, și arată în mod argumentativ, că atât științificește, juridicește, cât și în mod practic nu se poate susține existența a două legiuri paralele în materie de drept privat. Astfel teoria actelor de comerț, speculațiunii comerciale, jurisdicțiunilor comerciale a dat loc la atâtea controverse, cari ar dispărea prin unificare.

De asemenea d. Velescu arată prin interesante discuțiuni juridice, că deosebirile între dreptul comercial și civil nu sunt ireductibile, deși unele după d-sa sânt chiar contrarii spiritului de dreptate, de pildă formula „bunului și aprobatului“, dublului exemplar, etc.

În partea finală a studiului său, d. Velescu arată evoluția legislațiunii contemporane, care se îndreaptă spre o unificare a dreptului privat, susținută de doctrină și jurisprudență.

Problema privită sub toate fețele ei, devine destul de interesantă și desigur juristii competenți vor lua în mai de aproape cercetare — spre a se ajunge la realizarea ei.

E. C. DECUSARĂ

## TRIBUNALUL PRAHOVA SECȚIA I

Audiența dela 30 Decembrie 1920

Președinția d-lui AL. I. POPOVICI, Jude de ședință Soc. Păcura-Română cu Olimpia Stănescu și H. Thomas O'Brien  
Sentința civilă No. 617

Legea măsurilor excepționale. — Dacă se aplică și supușilor străini. — Decretele-legi No. 370/919, 1480/917, 2199/919. — Concesionar. — Terțiu cesionar. — Act de

cesiune netranscris în registrul special petrolifer. — Efecte.

Societate anonimă. — Mandatari. — Mandatul nevalabil dat. — Achizițiune de terenuri petrolifere. — Convențiune nulă. — Nulitate absolută. — Art. 1552, 1537, și 1546 c. civ., art. 96 și 100 cod. com.

1. Dispoziția art. 8 din legea măsurilor excepționale, care ocrotea pe toți împrișinații domiciliați în teritoriile declarate zone de război, prin decretul lege No. 1480/917, art. 4, s'a restrâns numai în favoarea românilor, aliaților și neutrilor, așa că un supus german nu se poate prevala de acea dispoziție.

2. Decretul lege No. 1104/919 prelungește până la 6 luni după pacea generală toate concesiunile de petrol existente, numai în cazul când concesionarii își îndeplinesc obligațiunile lor față de proprietarii concedenți, iar de cretul lege No. 4118/919, care a suspendat legea consolidărilor petrolifere până la șase luni după încheierea păcii generale, n'a adus nici o atingere dreptului proprietarilor concedenți de a cere rezilierea concesiunii, când concesionarii nu-și îndeplinesc obligațiunile luate prin contract.

3. Când concesionarul chemat în judecată de concedent pentru rezilierea contractului de concesiune și-a cedat anterior intentării acțiunii dreptul său de concesiune, terțiu cesionar nu se poate plânge că n'a fost chemat în instanță, dacă și-a ținut actul său de cesiune ascuns, netranscriindu-l în registrul special petrolifer al tribunalului respectiv.

4. Dacă mandatarii unei societăți anonime nu au fost abilitați conform statutelor spre a lua parte la un act de achizițiune, mandatul lor nefiind valabil, convențiunea consimțită de ei este nulă, întrucât nu s'a putut încheia acordul de consimțământ între societatea mandantă și terțiu, cu cari au tratat mandatarii, și prin urmare oricine are interes poate să invoace această nulitate radicală a convențiunii.

S'au ascultat d. avocat Spineanu din partea contestatoarei Soc. Păcura-Română, d. avocat Hugo Friedman din partea intimetei Olimpia Stănescu, și d. avocat Sc. Orăscu din partea intervenientului O'Brien ;

Tribunalul,

Asupra acțiunii civile de față ;

Văzând susținerile părților, actele și concluziunile scrise și depuse la dosarul cauzei ;

Având în vedere că prin contestațiunea de față, făcută cu petițiunea reg. la No. 38825/920, modificată prin petițiunea reg. la No. 42682/920, societatea anonimă pe acțiuni «Păcura Română», cu sediul în București, tinde la anularea sentinței civile cu No. 480/919, a acestui tribunal și secțiune, prin care s'a declarat resiliat contractul de arendare aut. de Trib. Prahova la No. 1727/99, precum și actul adițional aut. de Trib. Ilfov la No. 9841/915 și s'a obligat părâtul C. Heje, la plata sumei de 2100 lei cu titlul de arendă pentru acapararea terenurilor din contract, cu instalațiuni petrolifere și la 100 lei cheltueli de judecată către reclamantii Olimpia și Ilie Stănescu ;

Având în vedere că societatea «Păcura Română» își întemeiază contestațiunea pe faptul că încă din 1915 stăpânește ca concesionar terenurilor petrolifere din comuna Scăioși, cătunul Gura Vitioarei, jud. Prahova, care fac obiectul litigiului, de față, cesiune, pe care societatea «Păcura-Română» a luat-o de la C. Heje, prin actul aut. de Trib. Ilfov la No. 10489/915, dar netranscris ;

Având în vedere că sus numita societate își mai întemeiază contestația și pe art. 3, 5, 7 și 8 din legea autorizând luarea de măsuri excepționale din 1914, susținând pe de o parte că sentința civilă cu No. 480/918 a acestui tribunal e nulă, întru cât s'a pronunțat în lipsa din țară a părâtului C. Heje, autorul cesiunii sale, la o epocă când nici o acțiune nu putea fi judecată decât față cu toate părțile legale, prezente în instanță, și că pe de altă parte C. Heje a fost ne-regulat citat ;

Că de asemenea s'au violat decretule-legei No. 1480/917, 4818/919 și No. 1104/919 care stabilesc dispozițiuni de favoare pentru concesionarii de terenuri petrolifere, astfel în cât hotărârea ce s-a pronunțat la data de 16 Octombrie 1919 cu violarea acestor dispozițiuni legale, este nulă :

Având în vedere că, la această contestațiune H. Thomas O'Brien cu petițiunea reg. la No. 45353/920, a făcut cerere de intervențiune cerând a se respinge contestațiunea făcută de societatea «Păcura Română» de oarece numitul intervenind cu actul sub semnătura privată transcris la Trib. Prahova sub No. 1170 din 17 August 1920, a luat în concesiune aceleași terenuri petrolifere din comuna Scăioși, cătunul Vitoara jud. Prahova, care fac obiectul contestațiunii, de la Olimpia și Ilie Stănescu, posterior resilierii prin justiție a contractului de arendare dintre sus numiții și C. Heye, sentința de resiliere care s'a transcris la timp în registrul special petrolifer al Tribunalului Prahova :

Având în vedere că societatea «Păcura-Română» își susține contestația de față atât ca dobânditoare a drepturilor de la C. Heye, cât și personal cu actuala beneficiară a aceleiași concesiuni petrolifere :

Având în vedere că societatea «Păcura-Română», îmbrăcându-se cu drepturile ce le-a avut autorul său C. Heye, susține că la data când s'a pronunțat sentința Trib. Prahova S. I cu No. 480 din 16 Octombrie 1919, nici o hotărâre nu se putea pronunța de instanțele judecătorești decât față cu toate părțile din proces, legal reprezentate în instanță :

Considerând că deși art. 8 din legea autorizând luarea de măsuri excepționale din 1914 înscrisă într'adevăr această regulă, ocrotitoare pentru împriinați, ori care ar fi fost sușenia lor (dispozițiune care a intrat în vigoare odată cu promulgarea decretului-lege No. 3170/919, prin care s'a extins unele măsuri din legea măsurilor excepționale și asupra locuitorilor din județele Prahova și Ilfov) totuși, prin decretul-lege No. 1480 917, art. IV (apărut ulterior) această dispozițiune s'a restrâns numai în favoarea românilor, aliaților și neutrilor astfel C. Heye, *supus german*, care într'adevăr nu a fost prezent în instanță la 16 Octombrie 1919 (deși citat în regulă), nu se poate plânge că nu s'a folosit de o dispozițiune pe care legea i-o refuza, dat fiind calitatea s'a de supus al unei țări inamice ;

Considerând că, rațiunea acestei dispozițiuni legale, sta în intențiunea pe care a avut-o legiuitorul de a ocroti interesele românilor, aliaților sau neutrilor care lipseau din țara ocupată de inamic, la data aparițiunii decretului-lege No. 1480 917 ;

Considerând că, această dorință a legiuitorului se vedește limpede prin referatul făcut către Consiliul de Miniștrii în chestiunea care face obiectul decretului-lege de mai sus :

Considerând că în acel referat se spune că, dispozițiunilor art. IV din proiectul de decret, sunt justificate prin pericolul în care se găsesc românii, persoanele civile, aliații și neutrii care locuiesc în țara ocupată de a se vedea spoliați pe calea unei acțiuni ce li s'ar intenta în lipsa lor și în care nu se putea apăra. Că dispozițiunile ocrotite din legea măsurilor excepționale în vigoare s'au părut insuficiente în această privință ;

Considerând deci că fiind manifestă intențiunea legiuitorului de a refuza să acorde o ocrotire specială tocmai acelora care în disprețul convențiilor internaționale de drept public și privat, spoliare avutul populațiunii din țara ocupată, urmează de la sine că prin art. IV din decretul-lege No. 1480/918, implicit s'a abrogat dispozițiunile contrarii ale art. 8 din legea autorizând luarea de măsuri excepționale, care aveau o sferă prea largă de aplicare, astfel că părătul C. Heye supus german, nu poate azi să ceară prin succesorul său cu titlul particular, a se folosi de dispozițiunea legală care nu s'a putut lua nici de cum în favoarea sa și a conaționalilor săi germani ;

Considerând pe de altă parte că la data pronunțării hotărârei a căruia anulare se cere (16 Oct. 1919), art. IV, din decretul-lege No. 1480/1917, era la rândul său deja abrogat prin decretul-lege No. 2199 din Iunie 1919 ;

Că, așa dar, în Octombrie 1919, nimic nu împedea a se pronunța o hotărâre chiar în lipsa unei părți litigante, regulat citată, astfel că din acest punct de vedere nu se poate face vre-o vină Olimpiei și Ilie Stănescu, că a obținut o hotărâre în lipsa părătului de la judecată ;

Considerând că, deși contestatoarea «Păcura-Română» susține ca prin diferite decrete-lege, toate termenele judecătorești au fost prelungite până la data de 9 Aprilie 1920, totuși prin aceste dispozițiuni nu s'a adus nici o atingere decretului-lege No. 2199/919, menționat mai sus, care abrogase încă de la 1919 Iunie, dispozițiunile cuprinse în art. IV din decretul-lege No. 1480/917 (de oarece C. Heye nici nu putea să beneficieze) cum și mijlocit, cele cuprinse în art. 8 din legea măsurilor excepționale, privitoare la necesitatea prezenței tuturor părților în instanță pentru existența valabilă a unei hotărâri ;

Că, deci, pe de o parte art. IV din decretul-lege No. 1480 din 1917, excluzând de la beneficiul legii pe supușii germani, iar pe de altă parte acest text care a înlocuit vechiul art. 8, din legea măsurilor excepționale, ne mai fiind în vigoare la 16 Octombrie 1919, căci împrejurările excepționale de război trecuseră, motivul de nulitate al hotărârei, dedus din lipsa unei părți în instanță, la acea dată, legal citată, urmează să fie respins ;

*In ce privește motivul dedus din faptul că părătul C. Heye nu ar fi fost regulat citat :*

Considerând că, prin actul adițional aut. la No. 9141/915, care stabilea raportul juridic dintre C. Heye și Olimpia și Ilie Stănescu, cel dintâi și-a declarat ca domiciliu al sau Hotel Palace, București ;

Având în vedere că Olimpia și Ilie Stănescu printr'un exces de diligență, l'au citat pe acesta nu numai la acea adresă, dar și prin Monitorul Oficial No. 115/919, precum se citează persoanele, aflătoare în țară sau în străinătate fără domiciliu sau reședință cunoscută ;

Considerând că această citare s'a făcut respectându-se întocmai dispozițiunile art. 74 al. 4 și art. 75 al. 5 și 9 din pr. civ. ;

Că, așa dar, acest motiv este nefondat ;

Având în vedere că societatea «Păcura-Română» în aceeași calitate de dobânditoare a drepturilor ce decurg de la C. Heye pretinde că prin sentința acestui Tribunal No. 480 919, s'au vidat dispozițiunile decretului lege No. 1104/919 al. 3 după care, toate concesiunile de petrol, de mine și cariere în ființă la 1916 se prelungește deplin drept până la 6 luni de la încheerea păcii generale ;

Considerând că deși acest text de lege acordă concesionarilor de terenuri petrolifere o prelungire de drept a concesiunilor lor, totuși legea n'a înțeles să le acorde această favoare, chiar în cazul când aceștia nu și ar îndeplini obligațiunile ce și-au luat față de proprietarii concedenți ;

Având în vedere că sentința a cărei anulare se cere își întemeiază dispozitivul său, resilierea contractului, tocmai pe faptul că concesionarul C. Heye, n-a făcut față obligațiunilor ce și-au luat către Olimpia Stănescu, și autorul acestora Bonciu Dumitrescu, de a le plăti arenda pentru ocuparea terenurilor cu instalațiuni petrolifere, stipulată în contract ;

Că deci, în asemenea caz concesiunea acordată lui C. Heye nu mai poate fi prelungită de drept ;

Considerând că, acțiunea intentată de Olimpia și Ilie Stănescu lui C. Heye nu se întemeiază pe legea consolidărilor din 1 Iulie 1913. ci pe dreptul comun, după care partea în privința căreia angajamentul nu s'a executat, are facultatea de a cere desființarea convențiunii (art. 1021 c. c.) ;

Că așa dar, deși decretul-lege No. 4118/919, invocat de contestatoarea a suspendat până la 6 luni de la data încheerii păcii generale, legea consolidărilor din 1 Iunie 1913, prin acest fapt nu s'a adus nici o atingere drepturilor proprietarilor concedenți, de a cere resilierea concesiunii, când concesionarii nu-și îndeplinesc obligațiunile luate prin contract ;

Că deci și acest motiv este neîntemeiat ;

Având în vedere că societatea «Păcura-Română» își întemeiază contestațiunea și pe faptul că la data de 16 Octombrie 1919 când s'a pronunțat de acest tribunal hotărârea de resiliere dintre Olimpia și Ilie Stănescu de o parte și C. Heye de altă parte, nu a fost chemată și ea în instanță ca concesionară nu beneficiară a contractului de concesiune, deși prin actul aut. de Trib. Ilfov la No. 10489/915, societatea «Păcura-Română» face dovada că a luat în concesiune de la C. Heye, toate drepturile asupra terenurilor petrolifere pe care acesta le avea de la Olimpia Stănescu și soțul său Ilie Stănescu, cum și de la autorul acestora Bonciu Dumitrescu ;

Considerând că deși această cesiune s'a făcut printr'un act autentic la Tribunalul Ilfov, totuși ea n'a fost adusă la cunoștința terților interesați, prin transcrierea lui în registrul special de transcripțiuni petrolifere ale Trib. Prahova, județ în care se află imobilul, conform art. 2 din legea consolidărilor petrolifere;

Că, așa dar, Olimpia și Ilie Stănescu care vroiau să-și valorifice drepturile ce decurgeau din contractele de cesiune cu C. Heye, neștiind că acesta și-a transmis drepturile sale altuia, nu a putut să cheme în judecată decât pe C. Heye, singurul cu care contractase și care era presumat că beneficiază de cesiunea acordată;

Că așa dar, societatea «Păcura-Română» nu se poate plânge de faptul că nu a fost chemată în instanță pe baza unui drept pe care socotește că-l conferea titlul său, dar pe care titlu el l-a ținut ascuns;

Că deci, acest motiv este neintemeiat.

Având în vedere că societatea «Păcura-Română» a mai invocat ca motiv al contestațiunii sale și faptul că ea fiind beneficiară a cesiunii de la C. Heye (și indiferent de calitatea autorului său, de supus german) are ea însăși calitatea de a cere anularea hotărârei cu No. 480/919 a Tribunalului Prahova, căci la data pronunțării acelei hotărâri, cesiunea în litigiu trecuse de la 1915, din patrimoniul lui C. Heye în patrimoniul său (al soc. «Păcura-Română») și astfel hotărârea ce s'a pronunțat față de C. Heye care se desbrăcase de drepturile sale nu poate să fie opusă societății «Păcura-Română», actuala titulară a dreptului de cesiune;

Considerând că pentru a examina acest motiv se cuvine a cerceta în prealabil dacă societatea «Păcura-Română» a putut în mod valid să achiziționeze drepturile ce pretinde că i s'au transmis prin actul de cesiune aut. de Trib. Ilfov la No. 10489/915;

Considerând că acest act a fost semnat de reprezentanți ai societății «Păcura-Română», de Emil Baum și Th. Deleanu;

Că această convențiune s'a făcut în baza procesului verbal din 10/23 Septembrie 1915, semnat de 6 membrii ai Consiliului de administrație al societății «Păcura-Română», fără să conție și semnăturile a 2 administratori delegați, a căror prezență era indispensabilă, pentru validitatea ori cărei deliberări, a consiliului de administrație, conform art. 18 din statute;

Având în vedere că la dosarul cauzei, nu se găsește nici un act din care să reiasă că membrii consiliului erau întruniți în număr legal spre a putea da delegațiune D-lor Emil Baum și Th. Deleanu de a reprezenta societatea, spre a încheia actul de cesiune cu C. Heye (conform art. 16 din statute);

Având în vedere că atât deciziunea adunării generale extraordinare din 29 Iulie 1915, care a autorizat sporirea capitalului societății cât și deciziunea prin care s'au ales ca membrii în consiliul de administrație al societății persoanele semnate ale procesului verbal din 10/23 Iulie 1915, nu se găsesc la dosare spre a se face dovada ca aceste deciziuni s'au luat în conformitate cu statutele societății;

Considerând că aceste documente spre a avea putere și a face dovada celor cuprinse în ele trebuia să fie anterior transcrise și publicate potrivit art. 96 și 100 din codul comercial;

Considerând că, în lipsa tuturor acestor acte menite a face dovada că s'au respectat dispozițiunile prevăzute în actul constitutiv și în statutele societății, presună că Emil Baum și Th. Deleanu, nu au avut un mandat valabil, spre a reprezenta societatea «Păcura-Română», în convențiunea încheiată cu C. Heye;

Considerând că această nulitate care presupune o lipsă totală de consimțământ între mandante și terții cu care mandatarul a tratat, o poate invoca orice parte interesată, fiind deci o nulitate absolută;

Având în vedere că convențiunea sub scrisă în afară de limitele mandatului este nulă atât față de mandant, cât și față de terții cu care mandatarul au contractat (art. 1552, 1537, 1546 c. c.);

Că, deci, neavând loc vreun schimb de consimțământ între mandanți și terții ori cine are interes, poate să invoace această nulitate radicală (inexistentă) a convențiunii (vezi D. Alexandresco, vol. IX, pag. 610; Guillaouard, Contrats alé-

atoire et mandat No. 195; Laurent, vol. XXVII, No. 434; Baudry et Wahl, Mandat No. 779;

Considerând că Olimpia și Ilie Stănescu care au interesul de a profita de această nulitate, o pot invoca cu succes în contra societății pe acțiuni «Păcura-Română»;

Că așa dar cesiunea al cărei obiect îl face contractul autenticat de Trib. Ilfov la No. 10489/915, neputând lua ființă juridică, societatea «Păcura-Română» nu a putut să achiziționeze terenurile petrolifere din comuna Scăioși, cătunul Gura Vitioarei, județul Prahova, proprietatea Olimpiei și lui Ilie Stănescu și în consecință nu poate să se prevalze de un titlu care n-a putut să i confere vreun drept valabil;

Că așa dar, contestațiunea de față pentru motivele expuse mai sus fiind nefundată urmează să fie respinsă;

Considerând că societatea «Păcura-Română», atât în numele C. Heye, cât și în numele său propriu, neputând obține anularea sentinței Tribunalului Prahova S. I No. 480/919, urmează că acea hotărâre (transcrisă la Tribunalul Prahova, în registrul special la No. petrolifer) să-și producă efectele sale;

Că printre aceste efecte, este și acela că terenurile care fac obiectul contractului resiliat reintrând libere în patrimoniul Olimpiei și lui Ilie Stănescu, aceștia, respectiv ca proprietară și soț uzufructuar, au putut să le concesioneze valabil intervenientului Thomas O'Brien, prin actul transcris special petrolifer sub No. 1170/920 la Tribunalul Prahova;

Având deci în vedere că față de această împrejurare și a considerentelor expuse mai sus, cererea de intervenție a lui Thomas O'Brien pentru apărarea drepturilor sale de cesionar și pentru apărarea drepturilor Olimpiei și lui Ilie Stănescu, este de asemenea pe deplin întemeiată astfel, în cât urmează să fie admisă ca atare;

Văzând și cererile făcute în ambele acțiuni privitoare la cheltueli de judecată;

Pentru aceste motive, redactate de d-l judecător-supleant Tullius Goruneanu, Trib. respinge contestația și admite cererea de intervenție.

Al. I. Popovici; Tullius Goruneanu.

NOTĂ.—Hotărârea Tribunalului Prahova, publicată mai sus, face o justă aplicațiune a principiilor cari au călăuzit pe legiuitor, în timpul anilor de războiu, la elaborarea legilor excepționale.

Chestiunea cea mai importantă examinată de magistrații Tribunalului Prahova este: *dacă suspendarea tuturilor obligațiunilor izvorâte din contractele privitoare la cesiuni de petrol, se aplică și supușilor inamici cu cari țara noastră a purtat războiul* (decretul-lege No. 1104/919).

Această nouă excepțiune creată prin decretul-lege indicat, trebuie privită prin prisma decretului-lege 1480, care este izvorul principiilor generale în această materie excepțională pentru români, aliați și neutrii pe timpul războiului.

Examinând acest decret-lege cu No. 1480 (art. 4), vedem că toate măsurile excepționale privesc numai pe supușii români, aliați și neutrii, după cum se arată precis, excluzându-se cu totul de sub scutul acestor legi, supușii Puterilor inamice.

Era și natural, de oarece tocmai pentru protejarea celor d'întăiu în contra actelor abuzive și de violență ale inamicului, s'au creat legile excepționale; ar fi un non-sens, să se creeze un regim privilegiat pentru învingătorul favorizat în îndestul de soartă, ca să mai aibă nevoie de vr'o protecțiune legală din partea celui învins la acea epocă.

Deși noul decret-lege No. 1104 nu prevede *ad litteram*, că se face excepțiune pentru supușii inamici, cum însă inamicul a fost complet scos de sub scutul legilor (ex lex), ridicându-i-se orice prerogativă și orice drept, nici un argument nu poate veni în sprijinul său. A judeca contrariu, ar fi să

nesocotim principiul în sine și să înlăturăm orice logică juridică și de bun simț.

De altfel nu numai legile noastre excepționale au fost create pe aceste baze, dar toate țările cari au luat parte la războin, aliate sau inamice, s'au inspirat din aceleași principii.

Dar decretul No. 1104 după ce stabilește suspendarea obligațiilor, prin art. 3 prevede că „în ce privește redevențele, convenite acestor concesiuni, societățile române sau aliate vor respecta numai redevențele convenite proprietarilor”. Ideia primordială revine deci la urmă, cea ce indică destul de clar, că nu s'a derogat dela principiul de bază pus în decretul 1480 și că s'au avut în vedere românii și aliații, iar nu inamicii.

Același Tribunal Prahova, prin semnătura d-lui președinte Al. Gânțoiu (ordonanța preșidențială No. 9487 din 20 Dec. 1920) consacrase teoria contrarie: anume că *decretul-lege No. 1104 se aplică fără distincție tuturilor: naționali, aliați, neutri și chiar inamici.*

Iată dispozitivul sus-zisei ordonanțe:

„Art. 3 din decretul din 14 Martie 1919 (decretul-lege 1104) prevede că toate concesiunile de petrol, mine și cariere, cari erau în ființă la Noembrie 1916, precum și toate obligațiunile de lucru la sondaje și mine, se prelungesc de plin drept până la 6 luni până la încheierea păcii generale. Că prin urmare, întru cât acest text nu distinge, ci edictează în mod generic, că toate concesiunile în ființă la 1 Noembrie 1916 se prelungesc de drept până la 6 luni, etc., fără îndoială, zice Tribunalul, că și Soc. «Steaua Română» beneficiază, fără a se examina chestiunea, dacă este societate română, aliată sau chiar streină, că prin urmare, ea este în drept conform art. 59 din legea consolidărilor petrolifere a cere expulzarea de pe teren a proprietarului care o turburase în folosință”.

Ordonanța de mai sus nemulțumindu-le, părțile au făcut recurs la Înalta Curte de Casație (S. II, dosarul No. 17/921).

Întimata, soc. «Steaua Română» a evitat însă judecarea recursului și înainte de termen, a făcut tranzacție, astfel că chestiunea nu a putut fi dedusă în judecata Înaltei Curți, cu tot regretul meu și al distinsului confrate d. C. Xenii, avocații recurenților, de a lămuri chestiunea de drept.

Printre cele două hotărâri ale Trib. Prahova, cea din urmă, publicată aci în extenso, dă adevărata interpretare a decretului-lege în discuțiune și face onoare magistraților cari și-au pus semnătura.

În repertoriul de jurisprudență al Înaltei noastre Curți de Casație găsim o speță în care se examinează aceleași principii.

Este un recurs făcut de un supus al Puterilor centrale, care reclamă a se declara în favoarea sa, nulitatea unei vânzări ce contractase în timpul războiului.

Înalta Curte zice: este inadmisibil ca legiuitorul din 1916, care a oprit tranzacțiile cu inamicul, din considerațiuni și scopuri de apărare națională, să fi vroit ca prin dispozițiunile sale, să facă situațiunea unui supus inamic mai favorabilă decât a unui român, nici să creeze supușilor inamici mijloace de îmbogățire în detrimentul românilor. (C. Casație S. 3 No. 436 din 1 Dec. 920).

Iată deci aceiași idee: 1) că inamicul nu poate fi pus pe picior de egalitate cu naționalul; 2) că nu pentru protejarea inamicului s'au făcut legile excepționale din timpul războiului.

Pentru a cunoaște mai bine chestiunea, credem interesant a urmări în literatura juridică streină, aceea ce s'a scris referitor la cazul nostru.

În Franța, Italia și Germania au apărut volume întregi relativ la legile excepționale.

Cea mai complectă lucrare este aceea a profesorului *Albert Wahl*, cunoscutul jurist și profesor la facultatea de drept din Paris, intitulată: *Le droit civil et comercial de la guerre.*

Au apărut până acum 5 volume și lucrarea nu este încă terminată.

Vorbind despre interpretarea legilor excepționale (vol. I), ilustrul autor spune:

«Spiritul legislatorului nu trebuie nici odată neglijat; el are o importanță mai mare de cât textul redactat în grabă și acest spirit are mai multă șansă a reprezenta ideia legislatorului. În textele legilor din timpul războiului, întocmite toate în cea mai mare grabă, se poate admite cu ușurință că dacă *spiritul sigur* este în opoziție cu textul, el trebuie să prevaleze asupra textului».

Iar mai departe:

«*Decretele acestea constituiesc un ansamblu de dispozițiuni excepționale, cari trebuiesc a fi interpretate unele prin altele; inspirate din necesitatea de a satisface trebuințele stărei de războiu, trebuiesc aplicate în termenii și spiritul lor, iar nu după regulile dreptului comun*».

La pag. 472:

«Războiul suprimând orice protecțiune acordată bunurilor inamice, aceste bunuri devin *res nullius* și sunt susceptibile de ocupațiune. *Inamicul este astfel scos cu totul de sub scutul legilor țării*».

Dacă aceasta e teoria, am cădea într'o mare eroare, menținând principiul pus în ordonanța Trib. Prahova că «acolo unde textul nu face distincțiune, nu este de făcut deosebire între național, aliat sau inamic față de legile excepționale de favoare». S'a uitat prea repede, că legile excepționale s'au creat pentru a evita spoliațiunile inamicului și pentru a preîntâmpina evenimentele războiului în raporturile de drept public și privat.

Principiul care trebuie să călăuzească pe judecător în interpretarea textelor este de a nu privi știința dreptului ca o știință închisă în formule și texte.

Iată ideia concretizată admirabil în formula d-lui *Reymond Saleilles*:

«*Le droit n'est pas une science isolée, qui se suffit à elle même et qui puisse se renfermer dans ses textes et dans ses formules; le droit est une science de faits, qui comme toutes les sciences, puisse dans la nature des choses ses éléments premiers de formation et d'interprétation*».

Și fiindcă e vorba aci de raporturile cu inamicul în timpul războiului, credem interesant a arăta pe scurt, sistemul legilor excepționale adoptate în țările aliate și inamice, mai mult spre a învedera prea marea indulgență a legilor noastre și arăta celor în drept, că în nici un caz, legile acestea cu un caracter coercitiv față de inamic, nu pot fi interpretate ca legi proteguitoare.

În sistemul englez, se consideră că războiul atrage după sine o luptă individuală între cetățenii puterilor beligerante. Scopul tuturor măsurilor de precauțiune luate de Stat este teama că protecțiunea acordată chiar unui cetățean englez, rezidând într'o țară inamică, să nu fie îndreptată în profitul armatei inamice; cu alte cuvinte ca să nu se în-



tâmples paradoxul de a furniza indirect și prin persoane interpușe, mijloace de luptă inamicului.

Cu toate acestea s'a admis sistemul de a se permite raporturi de comerț cu inamicul în anumite cazuri speciale și cu aprobarea guvernului, desigur în cazurile în care însăși statul englez era interesat.

Astfel s'a permis funcționarea mai multor bănci germane la Londra, pe tot timpul războiului. S'a mers însă foarte departe cu controlul: agenții Statului puteau verifica oricând, toate registrele și actele instituției admise a funcționa. Sistemul englez s'a aplicat în Egipt în colonii și chiar în Statele-Unite ale Americii.

Contravențiile se pedepsesc foarte aspru și chiar cu închisoare.

*In sistemul francez, găsim aceleași dispozițiuni ca și la noi, întru cât majoritatea legilor excepționale franceze s'au tradus și aplicat întocmai la noi,—deaceia ziceam mai sus că decretul No. 1104 din 1919 trebuie privit în ansamblu și nu izolat, luându-se separat articol cu articol.*

Contractele încheiate înainte de războiu cu inamicul s'au considerat anulabile.

Inamicii, nemai bucurându-se de nici o protecțiune a legilor, au fost expulzați și din locuințe, toate obligațiunile considerându-se ca *suspendate* pe toată durata războiului.

*Contractele cari conțineau termene fixe, precum o prestațiune, sau prelungire de termene (cum ar fi cazul cu actele de concesiuni petrolifere dela noi), dacă epoca de prelungire survenea în timpul războiului, nici o prestațiune și nici o prelungire nu se mai putea face în profitul supusului inamic.* (Vol. I, pag. 756).

Sunt dispozițiuni speciale pentru teritoriul liber și pentru teritoriul invadat provizoriu de inamic; deasemeni dispozițiuni pentru teritoriile eliberate, fiindu-se seamă de toate împrejurările.

Regimul acesta e foarte complex. Toate legile au suferit modificări esențiale, dar nu e aci locul a ne ocupa de toate acestea, întrucât ar depăși cadrul problemei noastre.

*In Germania:* această țară a fost prima care a creiat legile sale excepționale. Astfel legea excepțională de războiu, s'a aplicat în Germania la 7 August 1914, pe când în Franța la 27 Sept. 1914.

Legile germane de războiu erau mai aspre ca legile celorlalte țări; pedepsele pentru contravențiuni mergeau până la 5 ani de închisoare. S'a avut în vedere mai mult populațiunile din teritoriile ocupate de armatele coteropitoare, cari erau puse sub un regim discreționar, contrar dispozițiilor convenției dela Haga.

Se prevede chiar pedeapsa cu moarte contra celor ce vor ajuta sub orice formă, pe inamic.

*In Austria și Ungaria,* se prevăd deasemeni pedepse cu închisoare și un control mult mai sever din cauza naționalităților suspectate, și cu drept cuvânt, căci de cea ce i-a fost frică Austriei asupra-putoarea nu a scăpat.

Dintre toate țările aliate, România a adoptat sistemul cu cele mai ușoare sancțiuni.

La noi nu s'au prevăzut nici un fel de pedepse pentru contravențiunile la legile excepționale.

S'a admis doară principiul nulității de drept a transacțiilor și obligațiilor.

Cred că trebuia aplicat și la noi un regim mai aspru, mai ales că în timpul ocupației inamice de tristă memorie, s'au făcut anume legături între inamici și o parte dintre cei rămași în teritoriul

ocupat, vorbim mai ales de anumiți indivizi cari puteau servi mai târziu, ca prêtre-nom pentru a face inamicului diferite achiziții de bunuri românești.

Cu toate acestea, nu putem admite să ne depărtăm atât de mult de punctul de plecare, cum s'a întâmplat cu sus menționata ordonanță și să considerăm că și inamicul poate beneficia de favoarea legilor noastre excepționale.

Consider cu atât mai importantă hotărârea publicată aci, cu cât s'a trecut peste considerentele primei ordonanțe a aceluiași tribunal și s'a adoptat soluția contrarie, dându-se adevărata interpretare juridică a legii excepționale de care ne ocupăm.

În ce privește celelalte chestiuni judecate prin hotărârea de mai sus, ele sunt juridic și exact rezolvate.

București, Aprilie 1921

N. G. MARINESCU  
Avocat al Statului

## TRIBUNALUL ILFOV SECȚIA I CIV. COR.

Audiența dela 24 Septembrie 1920

Președenția d-lui A. BAICAN, Judecător

Petre Grădișteanu cu Elenuta C. Negrea

Sentința civilă No. 697

Legat de uzufruct—Legat cu titlu particular.—Uzufructuar universal.—Uzufructuar cu titlu universal.—Uzufructuar cu titlu particular.—Contribuția la plata datoriei lor testatorului.

1. Legatul unui uzufruct, fie chiar și asupra unei universalități de bunuri, sau a unei fracțiuni dintr-o universalitate de bunuri, este un legat cu titlu particular, fiindcă beneficiarul unui asemenea legat, având numai folosința bunurilor legate, prin aceasta n'are vocațiune la universalitatea, în plină proprietate, a bunurilor testatorului, nici la o cotă parte din această universalitate, ca să fie un legatar universal sau cu titlu universal. Și, nefiind nici una, nici alta, conform art. 888 și 894 c. civ. este un legatar particular.

2. Legatarii cu titlu particular, conform art. 909 și 775 c. civ., nici nu plătesc datoriile unei succesiuni, nici nu contribuie la plata lor.

3. Legatarii de uzufruct, deși legatari particulari, totuși, dintr'un spirit de echitate al legiuitorului, sunt obligați să contribuie la plata datoriilor succesiunii. Și, pentru a se ști care anume și în ce proporție, legiuitorul prin art. 551 și 552 c. civ., le-a aplicat și lor clasificarea tripartită dela legate, împărțindu-i în: uzufructuari universală, uzufructuari cu titlu universal și uzufructuari cu titlu particular, prevăzând apoi, că uzufructuarii universală și cei cu titlu universal, întrucât se bucură de veniturile totalității patrimoniului sau a unei fracțiuni din totalitate, sunt obligați să plătească dobânzile datoriilor succesiunii și nudul proprietar capitalul; iar uzufructuarii cu titlu particular, care n'au folosința decât asupra unui bun determinat din succesiune, nu plătesc nimic, nudul proprietar trebuind să plătească tot.

4. Uzufructuarul universal și cel cu titlu universal, care a plătit și capitalul și dobânzile datoriilor defunctului, este în drept, conform art. 552 c. civ., ca să ceară dela nudul proprietar restituirea capitalului plătit, dar numai la sfârșitul uzufructului și fără nici o dobândă.

5. Deși anuitățile unei datorii ipotecare, plătită în termene lungi și prin amortizare, cum de pildă sunt împrumuturile dela Creditele funciare, sunt o sarcină care apasă numai asupra veniturilor fondului, și nu și asupra fondului, și ar urma ca în caz de constituire de uzufruct al unui asemenea fond ipotecat, să fie plătite numai de uzufructuar care încasează toate veniturile, și nu și de nudul proprietar, care, tot timpul duratei uzufructului nu încasează nimic,—totuși, în lipsa unei dispozițiuni de lege care să consacre că aceste anuități sunt o sarcină

reală care apasă numai asupra veniturilor, nu se poate zice, fără să se calce dispozițiile contrare ale art. 551 și 552 c. civ., că uzufructuarul particular al unui asemenea fond, e obligat să suporte singur, tot timpul uzufructului său, plata acestor anuități, capital și procente, pentru motivul că el e acela care încasează toate veniturile.

#### Tribunalul

Asupra acțiunii civile intentate de Petre Grădișteanu, cu rețeta înreg la No 16970 în contra minorei Elenuta C. Negrea reprezentată prin Corneliu Negrea, administratorul său legal, și Societății creditului funciar român din București prin reprezentantul său legal :

Având în vedere actele din dosarul pricinii, susținerile părților și concluziunile lor scrise :

Având în vedere că din toate acestea în fapt se constată următoarele :

În Iunie 1910, încetând din viață Maria P. Grădișteanu, la deschiderea succesiunii ei, se găsește un testament olograf, prin care ea dispunea că, după moartea sa, averea ei mobilă, și moșia Balaciu de jos, din jud. Ialomița să treacă în stăpânirea sotului său Petre Grădișteanu profitând acesta de ea cât va fi în viață iar după înțetarea lui din viață, jumătate din această avere dinpreună cu casele depe moșie, depe dîntele acestor case, magaziiile parcul și pădurea de săleji din fața caselor să rămână nepoatei sale Lulu Brațu, iar cealaltă jumătate minorei Elenuta C. Negrea pârta de astăzi ;

Elena Al. Durma și Alexandrina Pitesteanu, mostenitoarele de sînge ale Mariei Grădișteanu, crezând că sus zisul testament este nul pentru motivul că ar cuprinde o substituție fidei comisară de oarece aceiași avere ce se lăsase de către defunctă nepoatelor sale Lulu Brațu și Elenuta Negrea tot acea avere se lăsase, în prim rînd și lui Petre Grădișteanu cu obligație pentru el — ca erede instituit — de a o transmite la moartea sa nepoatelor substituție plecând zic dela această credință, au făcut înaintea Trib. Ilfov s. III c. c. proces de anularea testamentului împotriva mostenitorilor testamentari : Petre Grădișteanu Lulu Brațu și Elenuta Negrea

Trib. Ilfov s. III c. c., și apoi Curtea de apel, din București s. IV, prin sentința și deciziunea No. 758910 și No 1163/911 confirmată de Înalta Curte de Casație cu decizia No. 445/911, au găsit acțiunea aceasta neîntemeiată de oarece interpretînd textul testamentului și intenția testatoarei, și punându-le alături de condițiunile cerute de art. 803 c. civ. pentru substituțiunile fidei comisare, prohibite de lege, au ajuns la concluziunea că ceea ce s'a lăsat lui Petre Grădișteanu de către defuncta lui soție, e un *legat de uzufruct*, iar ceea ce s'a lăsat nepoatelor sale e un *legat de nudă proprietate*, și cum prin art. 805 c. civ. sînt permise dispozițiunile testamentare prin care se lasă uzufructul unei persoane, și nuda proprietate altei persoane, au respins ca nefondată cererea de anularea testamentului ;

Stabilit fiind că Petre Grădișteanu este uzufructuarul averii lăsată de decedată lui soție, iar nepoatele acesteia nude proprietare, în această calitate Petre Grădișteanu a stăpînit toată averea rămasă pe urma defunctei sale soții, dela încetarea sa din viață și până astăzi, încasînd toate veniturile ;

Și pentru a se stabili ce anume avere a rămas dela sus zise defunctă și a se îndeplini tot odată și cerințele art. 547 c. civ. inventariîndu-se această avere de către judecătorul oc. Ciochina, pentru averea din com. Balaciu, și de către magistratul stagiar al Trib. Ilfov s. II c. c. pentru averea din București — din inventariile încheiate de acești doi judecători, se constată că în comuna Balaciu a rămas numai avere imobilă, compusă din moșia Balaciu două rînduri de case și o magazie, iar în București pe str. Dionisie No 38, după declarația lui P. Grădișteanu, a rămas numai avere mobilă, compusă din câteva obiecte de toaletă, pe cari Petre Grădișteanu a spus că le-a dat de pomară ;

Din această avere, moșia Balaciu era ipotecată de către defunctă, la Creditul funciar român din București, pentru suma de 16.000 lei ;

Făcîndu-se situațiunea acestei datorii la 1 Iulie 1910, data deschiderii succesiunii, s'a constatat după cum rezultă din certificatul liberat pentru aceasta de către Credit, că defuncta achitase Creditului, din această datorie suma de 2.574<sup>61</sup> lei, și că la moartea ei, mai avea de plată, suma de 139425<sup>39</sup> lei capital și suma de 9.185<sup>1</sup> lei rate întîrziate pe 19.9 și 19.1 ;

Petre Grădișteanu, ca unul ce se folosea de veniturile acestei moșii, spre a evita desigur o urmîrire silită a acestor venituri din partea Creditului a plătit Creditului atît ratele aflate întîrziate la moartea soției sale, cît și ratele urmă-

toare, și a continuat să se comporte astfel pînă la 1 Ianuarie 1920, achitînd Creditului după cum se constată din certificatul aflat la dosar, suma de 55970<sup>58</sup> lei, rate curente, ceea ce dimpreună cu ratele întîrziate, plătite de dînsul, face în total suma de 649890<sup>4</sup> lei ;

La 1 Ianuarie 1920, Petre Grădișteanu, pe deoparte încetează orice plată la Credit, iar pe de alta socotînd că nu el, ca uzufructuar trebuie să plătească datoriile ipotecare ale moșiei ci legatarile cărora li s'a lăsat nuda proprietate, a pornit acțiunea de față în contra uneia din cele două legatari minore Elenuta C. Negrea cerîndu-i să-i restituie, ca nudă proprietară pe jumătate din moșie, jumătate din suma de mai sus cu dobânzi legale, pentru suma de 90185<sup>1</sup> lei, rate întîrziate dela 1 Iulie 1910 data achitării lor de către dînsul ; iar pentru suma de 55970<sup>58</sup> lei, rate curente, dela data scadenței fiecărei rate ;

În afară de asta mai pretinde dela sus zisa minoră, ca să-i restituie tot ca nudă proprietară pe jumătate din moșie, și jumătate din suma de 11389<sup>17</sup> lei, încasată de Credit dela Cassa împroprietării în comptul ratelor întîrziate, și care nu e altceva de-ât arenda exigibilă la 1 Noembrie 1919, vîrșată de Cassa împroprietării pentru terenul expropriat, arenda ce i se cuvine lui ca uzufructuar ; și în plus, ca pe viitor să fie obligată minoră să plătească ea Creditului funciar, ratele întîrziate și cele ce vor mai deveni exigibile, rezervîndu-și dreptul la daune în caz cînd minoră nu-și va îndeplini această obligațiune ;

Prin acțiune mai chemose în judecată cu el, și Creditul funciar român cerînd ca să fie obligat acesta să ridice pînă depe suma de 11389<sup>17</sup> lei, depeșă de Cassa împroprietării ca arenda pentru terenul expropriat, spunînd că pretul porțiunii expropriate îi acoperă cu mult creanța, dar reclamantul, în ședința dela 28 Aprilie 1920, și azi prin ultimile concluziuni, și-a modificat acțiunea renunțînd la acest capăt de cere ;

Avînd în vedere că reclamantul, restrîngîndu și astfel acțiunea numai împotriva minorei Elenuta Negrea astăzi în susținerea acțiunii sale a invocat următoarele :

Legatul unui uzufruct, fie chiar și asupra unei universalități de bunuri, sau a unei fracțiuni dintr'o universalitate de bunuri este un *legat particular* fiindcă beneficiarul unui asemenea *legat*, avînd numai folosința bunurilor legate și nu și nuda lor proprietate, prin aceasta n'are vocațiunea la universalitatea, în plină proprietate, a bunurilor testatorului nici la o cotă parte din această universalitate, ca să fie un *legatar universal* sau cu titlu universal ; și atunci, nefiînd nici *legatar universal*, nici *legatar cu titlu universal*, conform art. 888 și 894 c. civ. este *legatar particular*, fiindcă după dispozițiunile acestor două texte, *legatar particular* este acela care nu e nici *universal*, nici cu titlu *universal* ;

Și, intrucât — spune reclamantul — *legatul lăsat* lui de către defuncta sa soție, s'a stabilit judecătorește și contradictor cu pârata de astăzi, că e un *legat de uzufruct*, urmează că el, ca beneficiar al acestui *legat* e un *legatar particular* ;

Fiînd un *legatar particular*, după dispozițiunile art. 775 și 909 c. civ., el nu e obligat nici să plătească datoriile succesiunii, nici să contribuie la plata lor.

Și intrucât el, spre a nu fi urmărit de Creditul funciar, care avea o creanță ipotecară asupra bunului lăsat lui în uzufruct și spre a se putea folosi neturburat de veniturile acestui bun, a plătit o parte din această creanță, este în drept astăzi să ceară dela pârata — obligată ca proprietară a bunului ipotecat să plătească această datorie — ca să-i restituie ceea ce a plătit fără să datoreze și de care pârata a profitat ;

În ce privește obligațiunea impusă de art. 552 c. civ. uzufructuarului *universal* și cu titlu *universal*, de a contribui împreună cu proprietarul la plata dobânzilor datoriiilor defunctului, reclamantul susține că această obligațiune se referă numai la dobânzile datoriiilor ce grevează bunurile uzufructului său, și nu la dobânzile datoriiilor succesiunii întregi, fiindcă această obligațiune își are sorgintea într'o idee de echitate, spre deosebire de ceea ce e la *legate*, unde e consecința ideii de continuitatea persoanei defunctului în persoana legatarilor *universali* și cu titlu *universal* ;

Ori, lui i s'a lăsat prin testament, uzufructul întregii averi mobile ceea ce în drept conform art. 894 c. civ. constituie un *legat de uzufruct cu titlu universal*, și uzufructul moșiei Balaciu, ceea ce în drept, conform art. 888 și 894 c. civ., se cheamă *legat de uzufruct cu titlu particular*.

Și atunci, ca *uzufructuar cu titlu universal al averii mobile*, conform art. 552 c. civ. va fi ținut să plătească dobânzile da-

torilor ce grevează această avere iar ca uzufructuar cu titlu particular al moșiei Balaciu conform art. 551 c. civ., nu e obligat să plătească nimic din datoriile acestei moșii;

Și cum averea mobilă lăsată lui de către defuncta sa soție — în ipoteză — spune reclamantul, că i s'ar fi lăsat o asemenea avere — nu a rămas grevată de nicio datorie, urmează că el nu e dator să plătească nici o datorie de a defunctei sale soții — datoria moșiei Balaciu asupra căreia el are un uzufruct particular, nefiind dator să o plătească întrucât potrivit art. 551 c. civ., uzufructuarii cu titlu particular nu sânt obligați să plătească datoriile fondului supus uzufructului lor;

Dânsul însă de fapt a plătit Creditului funciar o parte din datoria ipotecară ce grevează moșia Balaciu, și cum, conform art. 551 c. civ., nu era obligat să facă aceasta, astăzi cere ca pârâta proprietară a acestei moșii, să-i restituie ceea ce a plătit, art. 551 c. civ. prevăzând categoric că uzufructuarul cu titlu particular, de va fi silit să plătească datoria ipotecară ce grevează fondul supus uzufructului său, are acțiune de restituirea sumelor plătite în contra proprietarului. Și, cum că a fost silit să plătească această datorie, asta, spune reclamantul, se dovedește cu chitanțele de plată și cu interogatoriul Creditului, din care se vede că plata s'a făcut silit și pentru erezii defunctei Maria Grădișteanu;

Această argumentare, spune reclamantul, o face pentru cazul când s'ar zice că pe urma defunctei sale soții a rămas avere mobilă;

Cum însă, din inventarul și procesul verbal de inventariere, dresate de judecătorul oc. Ciocina: din procesul verbal al magistratului stagiar depe lângă Trib. Ilfov s II c. și din creerea pârâtei de a fi trimisă în posesia averii rămasă pe urma defunctei Maria Grădișteanu, în care ea însăși afirmă că n'a rămas avere mobilă dela sus zisa defunctă, — cum din toate aceste acte, spune reclamantul, se vede că dela Maria Grădișteanu n'a rămas avere mobilă, urmează că el nu poate fi considerat ca uzufructuar cu titlu universal al acestei averi, care de fapt nici n'a existat, și atunci, rămâne numai uzufructuar cu titlu particular al moșiei Balaciu, și în această calitate, spune că nu e ținut să plătească datoriile sau dobânzile datoriilor ce grevează această moșie, și cum el le-a achitat, trebuie astăzi să-i fie restituite;

În consecință, reclamantul a cerut admiterea acțiunii sale, așa cum a fost modificată în ședința dela 28 Aprilie 1921, și cum a dezvoltat-o astăzi prin ultimile sale concluziuni, cu cheltueli de judecată;

Având în vedere că pârâta, minora Elența Negrea, prin reprezentantul sau legal, a susținut că acțiunea reclamantului este nefundată, fiindcă legatul lăsat acestuia de către defuncta lui soție, este un legat de uzufruct universal, întrucât atunci când ea a spus în testament că-i lasă toată averea mobilă și moșia Balaciu, spre a profita de dânsa cât va fi în viață, prin aceasta a înțeles să-l înstitue pe soțul său, uzufructuar universal asupra întregii sale averi, de oarece ea, în afară de averea legată, nu mai avea nici o altă avere; că, chiar și reclamantul a înțeles să se compoate ca uzufructuar universal, odată ce timp de zece ani de zile, dela moartea soției sale și până astăzi, a plătit Creditului funciar ratele datoriei ce grevează moșia lăsată lui în uzufruct, ceea ce constituie din partea lui o achiesare tacită, și odată ce a luat și a dispus ca și un legatar universal, de toată averea mobilă, ce o persoană de poziția socială a fostei sale soții, trebuie să fi avut, că reclamantul, fiind dar un uzufructuar universal, el este obligat să plătească toate datoriile succesiunii, întrucât uzufructuarii universali sânt identificați în drept cu legatarii universali, și deci, conform art. 775 și 893 c. civ., supuși ca și aceștia la plata tuturor datoriilor succesiunii; că așa fiind, — zice pârâta — dacă reclamantul a plătit Creditului funciar o parte din datoria ipotecară de care e grevată moșia Balaciu, supusă uzufructului său, a plătit ceea ce era dator să plătească, și nu-i poate cere ei să-i restituie;

Că — susține pârâta — chiar dacă prin imposibil, reclamantul a fi considerat ca uzufructuar singular, el tot n'are acțiune în contra ei, pentru restituirea sumelor plătite, întâi fiindcă după art. 551 c. civ. el trebuie să dovedească că a plătit silit, ceea ce, spune pârâta, n'a dovedit; și apoi, fiindcă după art. 993 și 1092 c. civ. el trebuie să dovedească că a plătit din eroare, ceea ce, iarăși spune pârâta, nici dânsul nu susține;

Că — mai adaugă pârâta — mai sunt și alte două considerațiuni, pentru cari acțiunea reclamantului este nefundată: întâi, fiindcă testatoarea n'a obligat-o expres prin testament, ca să predea reclamantului lucrul legat fără ipoteca existentă în momentul facerii testamentului, și atunci ea, conform art. 915 c. civ., spune că nu e ținută a-i liberă lucrul legat de această

sarcină; și apoi, fiindcă după legea Creditului funciar și după principiile elementare ale împrumuturilor cu termene lungi, plățile în anuități, veniturile moșiei legate, în timpul vieții testatoarei, erau afectate la plata anuităților, și dacă veniturile aveau această destinație pe când trăia testatoarea, aceeași destinație trebuie să o aibă și astăzi, după moartea ei, când ea le-a legat soțului său, fiindcă, în lipsa unei dispozițiuni contrare, incontestabil că intenția ei a fost să le lege cu această sarcină, mai ales că știa că nepoata sa Elența Negrea, era săracă, și că n'ar fi avut de unde să-i plătească datoriile, decât doar vânzând moșia, ceea ce desigur n'a fost în intenția ei;

Că așa fiind — spune pârâta — oricum s'ar pune chestiunea, acțiunea reclamantului este nefundată, și în consecință ea a cerut respingerea ei cu cheltueli de judecată;

Având în vedere că acestea fiind susținerile părților, dacă luăm ca lucru stabilit judecătorește — nefiind contestat nici de către părți — că legatul lăsat de Maria Grădișteanu soțului său, este un legat de uzufruct, atunci chestiunea de drept, care trebuie lămurită în prealabil, este aceea dacă un legat de uzufruct, fie chiar și asupra unei universalități de bunuri, sau asupra unei cămimi dintr'o universalitate de bunuri, este un legat universal, cu titlu universal, sau întotdeauna e un legat particular;

Având în vedere că după art. 888 și 894 c. civ., legat universal e acela care poartă asupra universalității bunurilor succesiunii; legat cu titlu universal e acela care are de obiect o fracțiune dintr'o succesiune, sau toate imobilele, sau toate mobilele, sau o fracțiune din imobile, sau o fracțiune din mobile; iar legat particular e orice alt legat, care nu e nici universal, nici cu titlu universal;

Că, așa fiind, urmează că legatar universal sau cu titlu universal, nu e decât acela care are vocațiune la universalitatea în proprietate, a bunurilor testatorului, sau la o fracțiune dintr'o astfel de universalitate și atunci, legatarul unui uzufruct, fie chiar și asupra tuturor bunurilor unei succesiuni, sau asupra unei fracțiuni din aceste bunuri, întotdeauna e un legat particular, fiindcă el are numai folosința acestor bunuri, deci un obiect particular și determinat, și nici odată și nuda lor proprietate;

Având în vedere că legatarii de uzufruct fiind în totdeauna legatarii particulari, ar urma ca ei să nu fie ținuti niciodată să plătească datoriile succesiunii, fiindcă, după art. 969 și 775 c. civ., legatarii cu titlu particular, nici nu plătesc datoriile unei succesiuni, nici nu contribuie la plata lor;

Considerând însă că legiuitorul a găsit că ar fi nedrept ca uzufructuarul, pe tot timpul duratei uzufructului, să încaseze toate veniturile și să nu plătească nimic din datorii, iar nudul proprietar, care nu încasează nimic, să plătească tot; și atunci, dintr'un larg spirit de echitate, derogând dela principiul de drept, că numai succesorii universali și cu titlu universal — oarecum continuatorii persoanei defunctului, — sânt obligați să plătească datoriile succesiunii a prevăzut prin art. 550-552 c. civ., de sub titlul referitor la obligațiunile uzufructuarului, că și uzufructuarii — cari în drept nu sânt decât niște succesori cu titlu particular — să fie obligați să contribuie la plata datoriilor succesiunii; dar, fiindcă ei nu beneficiază de cât de veniturile bunurilor, i-a obligat să plătească numai dobânzile acestor datorii, considerându-le ca un corolativ al veniturilor ce le încasează ei; iar capitalul datoriilor, l'a lăsat să-l plătească nudul proprietar, privindu-l ca o sarcină a însăși proprietății fondului. Și încă ceva: n'a obligat la această plată — a dobânzilor datoriilor — pe toți uzufructuarii fără distincție, ei aplicându-le și lor elasticitatea tripartită dela legat, i-a împărțit și pe ei în trei categorii: uzufructuarii universali, cu titlu universal și particulari, înțelegând, prin analogie cu ceea ce e la legate, că uzufructuar universal este acela al cărui drept de uzufruct poartă asupra universalității bunurilor testatorului: uzufructuar cu titlu universal, acela al cărui drept de uzufruct are de obiect o fracțiune din această universalitate, sau toate imobilele, sau toate mobilele, sau o fracțiune din imobile, sau o fracțiune din mobile; iar uzufructuar cu titlu particular, acela al cărui drept de uzufruct poartă asupra unuia sau mai multor obiecte determinate. Și aplicând acestor trei feluri de legatarii uzufructuarii, principiile de drept, după cari numai achizitorii cu titlu gratuit, universali și cu titlu universal, sânt obligați să plătească datoriile autorului lor, iar achizitorii cu titlu particular, sânt scutiți, — aplicându-le, zic, și lor aceste principii, legiuitorul a prevăzut prin art. 552 c. civ., că uzufructuarii universali și cu titlu universal, cari se bucură de veniturile totalității patrimoniului sau a unei fracțiuni din totalitate, sânt obligați

să plătească dobânzile datorităilor testatorului; iar prin art. 551 c. civ., ca uzufructuării cu titlu particular, cari n'au folosința decât asupra unui bun determinat, nu plătesc nimic;

Având în vedere că stabilind cari sunt legatarii — uzufructuari, cari contribuie la plata datorităilor testatorului, și măsura în care ei sunt obligați să contribuie, rămâne acuma să vedem, Petre Grădișteanu, în calitatea lui de beneficiar al legatului de uzufruct ce i s'a lăsat prin testament de către defuncta lui soție ce fel de legatar-uzufructuar este, e un legatar-uzufructuar-universal, cu titlu universal sau e un legatar-uzufructuar cu titlu particular?

Având în vedere că textul din testament, referitor la chestiunea ce ne interesează, e redactat astfel: «subsemnata «... dispun ca după încetarea mea din viață, averea mea mobilă și moșia mea, Balaciul de jos, jud. Ialomița să treacă în stăpânirea prea iubitului meu soț, Petre Grădișteanu, profitând de dânsa cât va fi în viață, iar după încetarea lui din viață, toată această avere se va împărți în două părți egale.» arătându-se apoi, că jumătate din această avere împreună cu casele depe moșie, dependențele acestor case, magaziele, parcul și pădurea de sălcii, o lasă nepoatei sale Lulu Brațu, iar cealaltă jumătate, nepoatei sale Elenuța Negrea, păratele de astăzi;

Având în vedere că din felul cum e redactat testamentul și din faptul că defuncta Maria Grădișteanu n'are altă avere de cât averea de care a dispus prin el — lucru necontestat de părți —, din aceste două fapte, rezultă că intențiunea ei, atunci când și-a făcut testamentul a fost ea, prin acest testament, să lase soțului său folosința întregului său patrimoniu, să-l instituie adică uzufructuar-universal pe toată averea sa mobilă și imobilă, după cum imediat mai jos, prin același testament, nuda proprietate a aceleiași întregi averi, o lasă pe din două, nepoatei sale, instituindu-le astfel legatari cu titlu universal;

Că faptul că testatoarea în loc să zică: «averea mea mobilă și imobilă să treacă în folosința prea iubitului meu soț» — caz în care nețagăduit că ar fi fost un legat de uzufruct universal — a zis: «averea mea mobilă și moșia Balaciu», aceasta nu ne poate îndreptăți pe noi să zicem fără să stălcim intențiunea ei, că din moment ce ea a determinat averea imobilă, ar fi înțeles să nu lase soțului ei folosința universalității patrimoniului său, dat fiind că această precizare a averii imobile, ea a făcut-o, nu ca să restrângă această universalitate, ci ca un fel de a se exprima, gândindu-se desigur ca, întrucât toată averea ei imobilă consta numai din moșia Balaciu, ori ar fi zis: «averea mea imobilă», ori ar fi zis «moșia Balaciu», ar fi fost același lucru întrucât exprima aceiași idee; așa ca ea lăsând soțului său moșia Balaciu recte toată averea ei mobilă și mai lăsându-i și toată averea mobilă — despre care reclamantul nu poate zice că n'a existat, fiindcă ei însuși a declarat că a dat-o de poimână — prin aceasta ea i a lăsat uzufructul totalității patrimoniului său succesoral; l'a instituit cu alte cuvinte legatar-uzufructuar universal al tuturor bunurilor sale;

Că, o dovadă în plus că aceasta a fost intențiunea ei, mai este și faptul că ea, imediat după ce a arătat în testament cui lasă uzufructul întregii sale averi, când a urmat ca să dispună și de nuda proprietate a acestei averi a spus: «iar după încetarea lui din viață, toată această avere se va împărți în două părți egale»; ori, cuvintele toată această avere socotim că arată în mod suficient și neîndoiebnic că intențiunea ei a fost, ca ceea ce lasă nepoatei sale în nuda proprietate — adică toată averea ei mobilă și imobilă — aceiași avere să o lase în uzufruct soțului său, pe tot timpul cât va fi în viață și atunci ea lăsând soțului său — reclamantul de azi — uzufructul întregii averi mobilă și imobilă acesta nu poate fi denumit în drept cu alt nume, decât cu acela de legatar-uzufructuar universal;

Că nu se poate zice, cum susține reclamantul, că el, ca beneficiar al testamentului soției sale, e și legatar cu titlu universal și legatar cu titlu particular, și anume, că ar fi legatar cu titlu universal pentru averea mobilă, și ar fi legatar cu titlu particular pentru moșia Balaciu —, și nu se poate zice acest lucru fiindcă o dispoziție testamentară lăsată în favoarea cuiva, nu poate fi interpretată și denumită în drept decât, din trei una: sau ca un legat universal, sau ca un legat cu titlu universal, sau ca un legat cu titlu particular întrucât ar fi un non sens ca aceeași dispoziție testamentară să se zică, că e deodată și legat universal și legat cu titlu universal; sau că e și legat cu titlu universal și legat cu titlu particular; sau că e legat cu titlu universal și legat cu titlu particular; sau că e și legat cu titlu universal și legat

titlu particular; sau înfărgit că e de toate trei la un loc; așa că, prin consecință beneficiarul unei atari dispozițiuni, nu poate fi botezat în drept, decât sau ca legatar universal, sau ca legatar cu titlu universal, sau ca legatar cu titlu particular, după cum i se va fi lăsat întreg patrimoniul, o fracțiune din patrimoniu, sau un obiect determinat. Și cum în speță, am văzut că reclamantul i s'a lăsat prin testament, toată averea mobilă și imobilă ce defuncta lui soție o avea la moartea ei, înseamnă că el nu poate fi considerat decât ca legatar-uzufructuar universal;

Având în vedere că el fiind uzufructuar universal al averii decedatei lui soție conform celor stabilite mai sus, e obligat să contribuie cu nuda proprietate ale acestei averi, la plata datorităilor testatoarei, și anume, nuda proprietate sunt ținute să plătească capitalul a estor datorii, iar el dobânzile;

Având în vedere că art. 552 c. civ. prevede că, dacă uzufructuarul universal a plătit el, și capitalul și dobânzile, atunci dânsul, la sfârșitul uzufructului, este în drept să ceară dela nuda proprietate ca să-i restituie capitalul, fără nicio dobândă însă;

Că întrucât în speță, reclamantul Petre Grădișteanu a plătit Credituului funciar anuitățile datoriei ipotecare ce grevează moșia Balaciu, și cum aceste anuități se știe că reprezintă și capitalul și procente datorate, urmează că el, conform celor stabilite mai sus, nu poate cere dela părata Elenuța Negrea, nuda proprietate pe jumătate din sus zisa mdgie, ca să-i restituie partea de dobândă, cuprinsă în ratele achitate de dânsul, dar este în drept, în această însă, ci la sfârșitul uzufructului, să ceară să-i restituie, parte de capital, cuprinsă în aceste rate, fără nicio dobândă;

Că așa fiind, urmează că acțiunea lui, în ce privește restituirea dobânzilor e nefundată, iar în ce privește restituirea capitalului e prematură, și deci trebuie a fi respinsă ca atare;

Având în vedere că față de această soluție dată procesului — soluție întemeiată pe textele art. 551 și 552 dela materia uzufructului — rezultă că susținerea părții, că anuitățile unei datorii ipotecare plătită în termene lungi și prin amortizare, sunt o sarcină cari apasă numai asupra veniturilor fondului, și nu și asupra fondului, și deci trebuie plătite numai de cel care încasează veniturile, și nu și de nuda proprietate, — această susținere e nefundată în drept, fiindcă în toată conștința civilă nu există o singură dispozițiune în privința acestui fel de împrumuturi, și niciari nu se prevede că anuitățile unor asemenea împrumuturi ar constitui o sarcină numai a veniturilor fondului grevat, așa că în lipsa unei atari dispozițiuni, o soluțiune în sensul susținerii părții, ar fi o călcare a textelor art. 551, 552 dela uzufruct, deși poate că o asemenea soluțiune ar fi echitabilă, fiindcă de fapt anuitățile împrumuturilor dela Creditele funciare, sunt o sarcină cu care proprietarul și a diminuat pe viitor și pentru un timp determinat, veniturile imobilului său, așa că poate că ar fi echitabil ca și în caz de transmitere prin uzufruct a acestor venituri, ele înca să rămână exclusiv afectate la plata anuităților, considerându-se aceste anuități ca un fel de sarcină reală a lor. Cum însă, o dispozițiune în acest sens nu se găsește în legiuirea noastră civilă, o asemenea soluțiune — deși poate echitabilă — nu și poate avea loc, față de dispozițiile contrarii din art. 551 și 552 c. civ.

Pentru toate aceste motive, redactate de d-l judecător Coman Negoescu, Trib. respinse acțiunea

(ss) A. Baican, C. Negoescu

NOTĂ. Hotărârea dată de Tribunal este bine argumentată, dar soluțiunea dată uneia din cesțiunile supuse judecății sale este susceptibilă de discuțiune, în sistemul legii noastre.

În ce privește cesțiunea de a se ști care este natura juridică a legatului de uzufruct când are de obiect totalitatea sau o cotă parte din patrimoniul testatorului, Tribunalul admite, în conformitate cu opiniunea dominantă în doctrină, consfințită de majoritatea instanțelor de fond în Franța și la noi, că un asemenea legat este cu titlu particular; în adevăr, se admite în genere că criteriul după care urmează a se face clasificățiunea legatelor în universale, cu titlu universal și particulare, este nu numai întinderea sau amplitudinea legatului, adică sfera bunurilor asupra cărora poartă legatul, dar și natura dreptului conferit de testator legatarului (contra *Planio* t. III, p. 669 No. 2809); astfel legatul nudei proprietăți a bunurilor successorale este

considerat ca un legat universal fiind că din punctul de vedere al întinderii sale el cuprinde totalitatea bunurilor lăsate de testator, adică întregul patrimoniu al defunctului, iar din punctul de vedere al naturii dreptului conferit legatarului, acest fel de legat este destinat, din cauza caracterului esențialmente temporar al dreptului uzufructuarului, să se transforme, după un timp oare care, în mod necesar, într'un legat în plină proprietate; din contră, legatul uzufructului bunurilor succesoriale este considerat ca un legat particular, fiindcă deși din punctul de vedere al întinderii poartă asupra tuturor bunurilor defunctului, totuși din punctul de vedere al naturii sale, acest fel de legat este restrâns în ce privește avantajile pe cari le conferă legatarului și această vocațiune limitată rămâne ne-schimbată ori care va fi durata uzufructului, legatarul neavând în nici un caz posibilitatea de a dobândi în virtutea vocațiunii sale, dreptul de proprietate asupra bunurilor testatorului.

Curtea de Casație franceză consfințește în mod constant o soluțiune, care fără a ține seama, pentru caracterizarea juridică a legatului de uzufruct, de amplitudinea legatului, consideră că legatul de uzufruct care poartă asupra universalității bunurilor testatorului, este un legat cu titlu universal, bazându-se pe interpretarea art. 1003 din codul civil francez, corespunzător art. 883 din codul nostru. (Decizia din 7 August 1827 în Sirey 1827, I, pag. 662 și decizia din 19 Iunie 1895 în Sirey 1895, I, 336).

În ce privește cesiunea de a se ști în ce mod și în ce proporție legatarul unui uzufruct universal sau cu titlu universal contribuie la plata datoriilor și sarcinilor succesoriale, sistemul consfințit de codul civil așa după cum rezultă din combinațiunea art. 549, 550 și 552 cod. civ. este foarte simplu și consistă în diviziunea celor două elemente componente ale datoriilor succesoriale: capital și dobânzi; plata dobânzilor incumbă legatarului ca o sarcină a veniturilor de cari beneficiază deși în principiu legatarul cu titlu particular nu contribuie la plata datoriilor succesoriale, pe când plata capitalului rămâne în sarcina nudului proprietar.

În speța supusă judecăței Tribunalului, situațiunea era mai complexă, întrucât era vorba de un împrumut cu termen lung contractat de testatoarea la Creditul funciar rural și care se achită prin plată de anuități; or aceste anuități nu reprezintă numai dobânda capitalului împrumutat ci și o parte din acest capital care se amortizează încetul cu încetul prin plata anuităților astfel încât la expirarea termenului împrumutului, datoria este complet stinsă. Împrejurarea că plata capitalului împrumutat nu se face deodată la expirarea termenului împrumutului, ci se face în mod fracționat prin vărsăminte periodice, schimbă oare situațiunea juridică și atribuie acestor anuități, caracterul de dobânzi, a căror plată urmează să rămână în sarcina exclusivă a uzufructuarului?

Este adevărat că dacă ținem seama de scopul urmărit prin modalitatea de plată prevăzută în contractele de împrumut încheiate de Creditul funciar, care a fost de a permite proprietarilor de imobile ca, prin mecanismul financiar al anuităților, să aibă posibilitatea de a achita datoria lor în mod fracționat, întrebându-se în acest scop veniturile bunului afectat Creditului, ar trebui să decidem că în intențiunea celui care se împrumută, plata anuităților constituie o sarcină care urmează să fie achitată din venit; în consecință s'ar putea zice că testatorul care instituie un legatar de uzufruct universal, înțelege implicit ca acesta să continue a plăti anuitățile în aceleași condițiuni ca și testatorul afectând în acest scop o parte din veniturile de care beneficiază.

Independent de considerațiunile mai sus expuse bazate pe interpretarea modului de plată a anuităților și

pe intențiunea probabilă a testatorului, s'ar putea invoca în sensul părerii ca uzufructuarul să fie obligat la plata integrală a anuităților și un argument de ordin juridic tras din dispoziția articolului 527 cod. civ.

Rezultă din acest text că legea consideră anuitățile unei rente viagere ca având caracterul exclusiv de fructe civile și în consecință le atribuie în totalitatea lor uzufructuarului. Or, anuitățile unei rente viagere ca și anuitățile unui împrumut făcut în conformitate cu legea Creditului funciar, au un caracter complex, cel puțin în cazul când renta este constituită cu titlu oneros, cuprinzând în același timp dobânda și o parte din capitalul pe care creditorul rentei l'a dat pentru constituirea rentei. În adevăr când se constituie o rentă viagere cu titlu oneros, părțile contractante au în vedere durata probabilă a vieții credi-rentierului, astfel în cât anuitatea rentei e cu atât mai mare cu cât această durată probabilă este mai scurtă; valoarea anuităților este astfel calculată încât totalul sumelor plătite ca anuități să reprezinte valoarea capitalului înstreinat de credi-rentier pentru constituirea rentei împreună cu dobânda aferentă socotită pe timpul duratei probabile a vieții acestuia.

Așa fiind fiecare anuitate reprezintă în același timp pe lângă dobândă, o parte din capital ca și în cazul unei datorii amortizabile prin anuități.

Din cele spuse urmează că din punctul de vedere rațional situațiunea nudului proprietar și cea a uzufructuarului în cazul unei rente viagere ar fi trebuit să fie reglementate astfel încât ambii să beneficieze de anuitățile rentei prin o repartițiune conformă cu dreptul fiecăruia; astfel spre pildă, s'ar fi putut recunoaște nudului proprietar dreptul de a încasa anuitățile cu obligațiunea de a plăti uzufructuarului dobânda capitalului care a servit sau ar fi trebuit să servească la constituirea rentei. (*Baudry-Lacantinerie et Chauveau Des biens*, pag. 380, No. 597; *Pothier*, Du contrat de constitution de rente, No. 242).

Legiuitorul codului civil, fie că a considerat reglementarea raporturilor dintre nudul proprietar și uzufructuar ca prezentând dificultăți de ordin practic, fie din orice altă cauză, a găsit de cuviință să asimileze pur și simplu anuitățile unei rente viagere cu fructele civile, atribuindu-le în totalitate uzufructuarului. Din acest sistem consfințit de legiuitor s'ar putea deduce că și în caz de o datorie amortizabilă prin anuități, aceste anuități să fie considerate ca dobânzi și în consecință să rămână în sarcina exclusivă a uzufructuarului după cum acesta beneficiază în mod exclusiv de anuitățile rentei viagere; s'ar părea că această soluțiune se impune cu atât mai mult că prin art. 550 legiuitorul pune în sarcina exclusivă a legatarului de usufruct universal sau cu titlu universal plata rentei pe viață, adică a anuităților unei rente viagere constituită sau datorită de defunct; or este incontestabil după cele de mai sus arătate, că există o identitate de natură între anuitățile unui împrumut amortizabil și anuitățile unei rente viagere; de unde urmează că dacă ar fi să resolvăm speța judecată de Tribunal pe temeiul concepțiunii legiuitorului codului civil, o soluțiune contrarie celei admise de Tribunal s'ar impune, adică anuitățile împrumutului plătibile prin amortizare ar fi în sarcina exclusivă a uzufructuarului.

Ținând însă seama de caracterul excepțional al art. 550 cod. civ., cu privire la rentele viagere, întrucât nesocotește complexitatea pe care o prezintă anuitățile unei asemenea rente, credem că interpretarea restrictivă a dreptului citat este de rigoare și prin urmare aplicațiunea lui trebuie restrânsă la cazurile exprese pe care le reglementează; așa fiind Tribunalul întemeindu-se pe principiile dreptului comun astfel cum sunt consfințite în articolele 549 și 552, a dat o soluțiune juridică.

## BANCHETUL „CURIERULUI JUDICIAR“

Sărbătorirea d-lor Dem. I. Dobrescu și N. C. Schina

La scurt timp după război și în mijlocul prefacerilor profunde ale țării, s'au întâlnit pe câmpul luptelor pentru ideal cei doi sărbătoriți ai *Curierului Judiciar*. O credință comună i-a reunit, aceea că numai prin dreptate — o dreptate pentru toți în tot cuprinsul României de azi — se poate ajunge la contopirea sufletească și propășirea națiunii. Și străduințele lor au dat roade. Urmărind același țel, atât d-l Dobrescu cât și d-l Schina și-au legat numele de opere menite să servească interesele generale. E destul să amintim, între altele, ca mărturie a activității desfășurate de fiecare, în ultimul timp: pregătirea legii unice a Corpului de avocați prin Congresul general al avocaților din România-Mare, înființarea asociațiunii funcționarilor publici din întreaga țară și statutul lor, principiul independenței desăvârșite a magistraturei ca putere în stat și al înfrățirii magistraturei cu baroul, reorganizarea asistenței judiciare.

Asistența cinstirea acestei activități și totdeauna pentru frumoasele rezultate ce au realizat până astăzi Societatea și revista *Curierul Judiciar*, d-l Iosef Cohen, avocat, membru în comitetul revistei și în comitetul de administrație a avut fericita idee de a lua inițiativa sărbătoririi d-lor Dobrescu și Schina. A fost o călduroasă sărbătorire a două personalități, consacrate din nou a vechii lor prietenii — care s'a dovedit aceeași, cu toată polemica din ultimele numere ale revistei asupra Congresului avocaților — și în același timp ocaziunea pentru toți de a privi cu mulțumire la progresul atins de revistă prin îmbunătățirile ce i s'au adus.

În casele d-lui avocat Cohen, din str. Matei Basarab, a avut loc Duminică 22 c., la orele 9 seara, banchetul dat în onoarea d-lor Dobrescu și Schina, la care au fost invitați membrii consiliului de administrație și ai comitetului de redacțiune și colaboratori ai revistei. Au luat parte d-l Ministru Gr. L. Trancu-Iași, d-l și d-na I. Cohen, d-l și d-ra Dem. I. Dobrescu, d-nii N. C. Schina, I. Fotino, Dem. Negulescu, Al. Cerban, D. G. Maxim, Gr. Conduratu, G. Schina, C. Bossie, I. Marinovici, V. Anghelovici, Radu D. Rosetti, Paul Iliescu, Alex. Velescu, Th. N. Mandrea, Eug. Emmanuel, E. C. Decusară, Petre Georgescu, A. Krainic și alții.

D. I. Cohen ridică primul toast, spunând că timpurile prin cari trecem cer dela fiecare dintre noi sacrificii mari, pe cari ni le impune sentimentul de solidaritate și dreptul la fericire al tuturor. În aceste vremuri *Curierul Judiciar*, a fost rezemat un an și jumătate de doi stâlpi: D-nii Dobrescu și Schina neclintii dela muncă și îndeplinirea îndatoririlor pentru propășirea științei. Acești doi prieteni porniți la luptă împreună vor găsi întotdeauna în această revistă legătura făcută nu din marmoră sau bronz ci din cel mai puternic aliagiu: iubirea, care ne unește pe toți, grupați în jurul lor. Prin impulsul lor, revista a primit azi aproape forma adequată nevoilor colegilor noștri, contribuind prin cât mai multe adnotări, la oglindirea zilnică a jurisprudenței fixate, a păstrat caracterul independent în partea rezervată literaturii de doctrină, a consacrat o pagină legilor și legislației comparate și a reușit să stabilească valoarea reală a interpretărilor noastre juridice, făcându-le cunoscute și apreciate în Franța. Revista a devenit corespondentul ziarului cotidian francez «la Loi» și în coloanele ei a publicat articole semnate de savanți juriști francezi. Colaboratorul revistei la Paris, d. Dr. Levy, ne-a trimes spre publicare o serie de articole de actualitate, iar articolele juriștilor noștri sunt redată în revistele franceze.

Arată apoi că revista contribuie la idealul comun: unificarea legislației și la înfăptuirea concretizării sentimentelor de înfrățirea magistraturei cu baroul. Că din punctul de vedere comercial, s'au realizat economii mari și prin rezervele făcute s'a asigurat mult viitorul. Încheie bând pentru fericirea celor sărbătoriți, cari au cel mai mare merit pentru succesul de până acum al revistei.

D. Dem. I. Dobrescu, luând cuvântul, a spus următoarele:

Pentru că suntem oameni de drept, trebuie să facem un act de dreptate și să-mi dați voe să beau odată în sănătatea doamnei amfitrioane, care susține cu atâta dragălașenie, privilegiul sexului feminin, privilegiul grației feminine, care dă farmec banchetului nostru.

În al doilea rând, beau în sănătatea tuturilor colaboratorilor revistei noastre, dela cel manual până la cel intelectual, pe care sufletul nostru democratic și drept, îi găsește egal necesar succesului revistei noastre. Sunt dator să semnez în mod special importanța colaborării prietenului meu Schina, pe care-l salut și ca colaborator și ca bun prieten cu care ma simt legat prin greutățile începutului nostru. Pentru că am avut amândoi un început dureros în viața noastră publică și pot spune că unul fără altul nici n'am fi început această viață primejioasă, în care se cerea îndrăzneală și perseverență. Dar atunci când aveam eu curajul să spun un adevăr îndrăzneț, prindea și el curaj să spună două și când spunea el două prindeam și eu curaj să spun pe al treilea. Și așa slabi cum eram amândoi ne rezemam unul pe altul, după cum o trestie se rezemă pe altă trestie. Sunt dator de asemenea să beau pentru magistratura noastră, reprezentată astăzi seară prin distinși magistrați care ne-au făcut cinstea să ia parte la această sărbătoare juridică. Noi, cei din jurul *Curierului Judiciar*, care ne dăm seamă de spiritul timpului, ne dăm seamă de marele rol al magistraturei în epoca de tranziție și de turburare în care trăim și suntem convinși că ea va realiza noua stare de drept nou; de dreptate nouă. Pentru că toate mișcările și patimile de astăzi, sunt semnele unor mari transformări morale și juridice.

*Ce serait une erreur de croire que ces choses.*

*Finiront par des chants et des apothéoses.*

Și aceste transformări se vor face de magistratura noastră, în care ne punem toată încrederea noastră, pentru liniștirea timpului nostru nou printr'o dreptate nouă, pentru că vremea noastră este vremea dreptății. Lloyd George spunea în timpul războiului, că Germania era o mare cazarmă și, dreptatea, știința, morala erau toate niște auxiliare ale marelui căzărmi. În timpul nostru, societatea noastră va fi un mare Palat al Justiției, în care magistratul ține cumpăna dreptății, căreia trebuie să se închine și poporul și regii.

D-l N. Schina exprimă mai întâi mulțumirile sale D-nei și D-lui Cohen pentru primirea făcută la acest banchet, ai cărui oaspeți sunt conducătorii și colaboratorii societății și revistei *Curierul Judiciar*. După un an aproape — continuă d-sa — suntem intruniți pentru a doua oară cu toții, pentru a constata deplina solidaritate ce există între noi și a ne încredința că scopurile așezământului nostru de cultură se vor realiza numai prin noi înșine. Revista noastră este o tribună liberă, în care căutăm să ne apărăm fiecare ceea ce prin muncă am obținut, cu respect pentru ideile altora, păstrând unii față de alții stima și încrederea reciprocă, și să luptăm pentru succesul cauzelor mari, pe cari vremurile prin care trecem le-a pus în față noastră. Punând bazele unei societăți ce are un înalt caracter, am socotit că avem misiunea de a realiza în sfera noastră de activitate o cooperare cât mai strânsă a celor 3 factori de producțiune: intelectualitatea, capi-

talul și munca manuală, reprezentată și la acest banchet prin directorul nostru tehnic. După cum bine a precizat distinsul nostru administrator-delegat, d-l avocat I. Fotino, la banchetul precedent, programul *Curierului Judiciar* cuprinde: unificarea legislației, înfrățirea magistraturii cu baroul, independența justiției și desvoltarea doctrinei și jurisprudenței în spiritul vremurilor ce trăim.

În direcția unificării, revista noastră a dat o largă contribuție, aproape nu e număr fără un studiu asupra viitoarei legiferări. Pe acest teren s'a realizat însă și opere pozitive: marele Congres al avocaților a dat naștere proiectului de organizare a corpului de avocați, menit să devină o lege unică și deopotrivă aplicabilă în România mărită; prin Congresul ținut în luna Februarie anul acesta în Palatul Ateneului român, am reușit să prezintăm Parlamentului un proiect de Statut al funcționarilor, operă colectivă a funcționarilor din vechiul regat și provinciile mari, care constituie nu numai un eveniment politic dar și cea mai importantă lege, care va pregăti și grăbi mersul celorlalte lucrări de unificare. Pe terenul social, Baroul de Ilfov, sub auspiciile eminentului său decan, a desfășurat o activitate rodnică, relevată cu elogiase mențiuni în coloanele revistei; lupta ce s'a dat în ultimele alegeri a făcut să triumfe noile concepții ale actualului decan, D. Dobrescu, afirmând că decanul, în numele corpului ce reprezintă, are un mare rol social și că politică de partid n'are ce căuta în barou.

De aceia d-sa încredințează și în această frumoasă împrejurare pe d. Dobrescu de sentimentele sale de mare considerațiune. Adresează apoi mulțumiri d-lor profesori universitari Negulescu și Cerban pentru prețioasa lor colaborare, asemenea magistratilor și avocaților din comitetul de direcțiune; d-lui Codreanu care din cauză de boală n'a putut participa la acest banchet și celorlalți colegi prezenți. Cere magistratilor colaboratori să și spună cuvântul lor asupra sistemului regretabil ce se practică încă și care pune în lumină stranie numirile ce se face în corpul judecătoresc. Mai departe mulțumește încă odată d-lui Cohen pentru inițiativa de a da acest banchet și în onoarea sa și îi este recunoscător pentru cuvintele binevoitoare ce i a adresat. Roagă pe d. ministru Trancu să primească cele mai bune mulțumiri pentru participare la banchet și-l roagă să binevoiască a transmite călduroase mulțumiri și d-lui ministru Titulescu, care din cauza unor obligațiuni oficiale a fost împiedecat de a veni la această masă. Își reamintește cu plăcere că d. ministru Trancu a vorbit la Galați ca reprezentant al *Curierului Judiciar*, cu ocaziunea sărbătoririi mult regretatului Al. Bârsescu, pentru meritata înaintare ce primise la Înalta Curte de Casație. Cu acest prilej, d. Trancu a definit rolul magistraturii și al avocatului cum și rezultatele fericite ce ar rezulta din o cât mai strânsă colaborare a acestor două corpuri, idei pe care și *Curierul Judiciar* le-a preconizat susținând cu convingere necesitatea înfrățirii magistraturii cu baroul. Termină închinând în sănătatea tuturor și urând colaboratorilor revistei să ajungă aceiași înaltă treaptă pe care au urcat-o distinșii colaboratori d-nii miniștrii Titulescu și Trancu-Iași.

D. Ioan Fotino, administratorul-delegat al societății spune: Prin scris și graiu s'a ajuns la cucerirea mijloacelor de progres. Un mănunchiu de oameni, animați de gândurile cele mai bune — astfel au fost concepute cele mai mari mișcări la noi și în străinătate — s'au întrunit de mai multe ori și au pus la cale realizarea unui măreț program: înfrățirea Baroului cu Magistratura, unificarea legislației, uniformizarea jurisprudenței și desvoltarea doctrinei și criticii legislative. Au venit apoi la *Curierul Judiciar*, i-au dat o formă nouă înscriind pe frontispiciul revistei acest program. În jurul revistei

s'au adunat mai mulți și dintre aceștia s'au distins doi: decanul baroului de Ilfov și magistratul Schina. De atunci încă am prevăzut realizarea unora din punctele programului: înfrățirea baroului cu magistratura, independența magistraturii. Însă cine luptă pentru o clasă, trebuie să iasă din ea pentru a avea independența și libertatea de acțiune. Așa a făcut magistratul Schina.

Acești doi stâlpi ai *Curierului Judiciar*, cum foarte bine i-a caracterizat d. Cohen, sunt conduși de idei democratice, care se reflectează astăzi asupra întregii așezări din România Mare. Ar părea că, fiind preocupați de ajungerea țelului pe care-l urmăresc acești doi prieteni, n'au mai fost, la un moment, de acord în vederile lor. Așa îmi explic cele două articole din revistă relativ la Congresul avocaților.

Mai departe, d. Fotino arată că după emiterea principiilor a venit mijlocul publicității, scrisul. A venit pe urmă verbul. Verbul, gestul, iată momentul emotiv care impresionează și convinge; preludiul unificării generale l-am simțit numai la Congresul avocaților.

De aceia ași dori ca revista și întreaga instituțiune să conteze pe acești doi oameni superiori, cărora le doresc să fie după o vorbă a d-lui ministru Titulescu la discuția proiectului financiar: aliați, iar nu asociați. Termină aducând omagiu colegului Cohen, care a înțeles delicateța momentului, din cauza unei aparente neînțelegeri a doi principali stâlpi ai *Curierului Judiciar*, și ne-a unit la această masă, ca să ne conferăm că suntem aliați. Închină pentru d-nii Dobrescu, Schina și Cohen.

D-l Prof. Dem. Negulescu: După obiceiul românesc se strâng membrii unei familii pentru a sărbători pe membrii iubiți. Tot astfel familia *Curierului Judiciar* s'a adunat pentru a sărbători pe iubitul nostru director și pe stimatul decan Dobrescu. D-l Dobrescu, care exprimă unanimitatea baroului de Ilfov s'a impus prin talentul, energia și vigoarea ideilor sale. D-l Schina a fost magistratul care s'a impus prin cunoștințele sale și prin independența sa. Ambii au luptat însă pentru solidaritatea socială, care este noua formă de organizare a societăților. Principiile de drept sunt transformate; noul cod va avea la bază tocmai ideia de solidaritate, unde nu va mai triumfa ideia de forță, ci cea de drept. Tratatule de pace chiar au realizat-o. Recunosc, continuă d-l Negulescu, că n'am dat o colaborare efectivă la revistă, fiindcă am luat parte la conferința dela Geneva, unde am lucrat tot pentru ideia de drept, căci acolo s'a pus bazele Curții permanente de justiție internațională, unde statele în conflict vor fi judecate, după un regulament de drept elaborat de societatea națiunilor și de judecători aleși de această Societate.

Dar este o idee tot așa de mare, care se pune și la noi: este ideia unificării legislative din România întreagă. Mi s'a făcut cîntea de a lua parte la ședințele comisiunei unde se face această unificare și mărturisesc că am văzut tendința unora din membrii de a se păstra unele reguli și obiceiuri regionale. Însă noi trebuie să găsim o formulă, care să cuprindă întreaga legislație, care să se impună tuturor provinciilor românești. Fac propunerea ca d-v., care ați luptat pentru respectarea ideii de dreptate, să constituiți o societate de studii legislative, care să strângă un material necesar, pentru ca chestiunile în legătură cu problema unificării să fie studiate la vreme.

Regret că o asemenea societate de studii legislative nu s'a constituit încă. Ne găsim la un punct critic și trebuie să luptăm cu toții ca această societate să ia ființă, sub auspiciile *Curierului judiciar*. Închină în sănătatea sărbătoritorilor.

D-l Radu Rosetti, avocat, arată că de 2 ani de zile figurează printre colaboratorii *Curierului*, fără să fi putut, din cauza împrejurărilor, colabora efectiv. Promite însă

concursul său de acum înainte și închină pentru sărbătorii.

D-l avocat *Alex. Velescu*, în numele colaboratorilor tineri ai *Curierului Judiciar* aduce omagii fondatorului revistei și actualului ei director administrativ I. S. Codreanu și vechilor colaboratori statornici în munca și aspirația lor de a face din *Curierul Judiciar* un neprețuit mijloc de răspândire a științei și a justiției.

Arată atmosfera de sinceră afecțiune ce domnește în redacția *Curierului* unde nu există altă superioritate decât a științei, altă condiție de admitere, decât a talentului, nici o stânjenire a libertății de cugetare decât a buneii cuviinți și nici o altă tendință decât de a contribui la perfecționarea dreptului și realizarea dreptății: o familie de oameni de caracter și de muncă, uniți printr'o comunitate de gândiri și, printr'o desăvârșită și desinteresată prietenie, al cărei simbol e agapa colegială de astăseară.

Și cum profesiunea noastră își găsește caracterizarea și farmecul ei în grația adăogată talentului, e un tot atât de fericit simbol faptul că agapa are loc în casa d-nei și a d-lui I. G. Cohen, în sănătatea cărora se cuvine să ridicăm o cupă de șampanie în clipa când ne gândim la propășirea revistei noastre.

D-l *D. Maxim*, prezident la Curtea de apel spune că este un vechiu colaborator al revistei. În jurul meu văd azi o mare transformare, dar transformarea aceasta este generală:

România și-a atins idealul său de veacuri. Ridică deci primul pahar pentru toți aceia care ne-au dat România Mare. Ca și în viață, unde este greu de a ajunge la rezultat fericit și a-l menține, tot așa și în viața publică, socială, de stat, este greu, trebuie luptat cu multe greutateți până să se ajungă la normal. În primul loc opera legislativă, opera de dreptate pregătește armonia socială.

Dacă înainte de răboiu acei cari ușurau munca magistraților în mânărea justiției aveau de îndeplinit o operă mai ușoară, răboiul a făcut ca aceasta să nu se mai poată împlini cu aceiași ușurință din cauza multiplicității decretelor-legi, unele contradictorii, uneori greu de interpretat în spiritul și în litera lor. Iată, prin urmare, importanța unei reviste de drept, pentru discutarea și elucidarea atâtor probleme juridice ridicate după marele răboiu. Închină în onoarea colaboratorilor acestei reviste și a conducătorilor ei.

D-l *Ministru Trancu-Iași* începe prin a-și aminti că acum mai bine de 20 de ani a debutat la *Curierul Judiciar*, unde apoi a continuat o colaborare activă. Regretă că astăzi este silit să întrerupă speră însă că nu pentru multă vreme, această colaborare. Este mulțumit că nu s'a depărtat, în activitatea sa actuală, de sfera dreptului, căci face operă pozitivă de legiferare: legea conflictelor de muncă, contractul de muncă, legi cari vor aduce o profundă modificare codului civil, și acum lucrează și la alte legi de interes social. Speră că asupra legii plasamentului care este pregătită, *Curierul Judiciar* își va spune cuvântul său autorizat. La noi — adaogă d-sa — lipsește o critică legislativă competentă; ziarele, care sunt legate de interese pur politice, nu pot servi de călăuză în materie de critică. Exprimă dorința ca pe viitor revista să aibă articole de doctrină mai numeroase, să se dea extindere mai mare părții doctrinare, absolut necesară în aceste vremuri de prefacere legislativă. Doctrina are și ea partea sa contributivă în stabilirea jurisprudenței și mai ales în critica legislațiunii. Roagă pe magistrați să consacre câteva ore în studiul plin de învățăminte al doctrinei.

Vorbește apoi de opera justiției. Justiția nu mai trebuie să fie reprezentată azi prin o femeie legată la ochi și ținând în mână cumpăna cu cele două platane, ci

cum spunea d-l *Matei Cantacuzino*, care a văzut în Italia un tablou reprezentând justiția prin o femeie care îmbrățișează cu brațele ei goale întreg pământul așteptând să-i vină de sus o rază de lumină! Justiția trebuie să pătrundă azi în cutele sufletești ale omenirii, să-și plece urechia la toate durerile, să facă operă de umanitate.

Închină pentru prosperitatea revistei și pentru sărbătorii.

D-l *P. C. Georgescu-Delafras*, directorul tehnic al atelierelor Societății: Războiul mondial a impus o nouă îndrumare în relațiunile dintre popoare și dintre clasele sociale, bazată pe mai multă dreptate și armonie.

Soc. anon. «*Curierul Judiciar*» a ținut să dea un frumos exemplu, fiind printre primele societăți cari au dat lucrătorilor participare la beneficii.

Acesta este un mare pas ce se face pentru armonizarea cât mai pronunțată a celor trei forțe: capital muncă intelectuală și muncă manuală.

În numele întregului personal grafic din atelierelor «*Curierul Judiciar*» hea în sănătatea celor doi sărbătorii.

D-l *Gr. Conduratu*, Consilier la Curtea de apel, luând cel din urmă cuvântul, mărturisind că atâtea lucruri frumoase s'au spus la adresa magistraților țării în această reuniune aleasă, că se simte obligat, ca magistrat, să mulțumească tuturor pentru binevoitoarele aprecieri. Magistratura țării își face fără zgomot datoria. Ea vede în unificarea legislațiunii un mijloc pentru unirea sufletească a națiunii și în independența puterii judecătorești mărirea creditului ei. Sub conducerea d-lui *Schina*, revista noastră, după cum constatați, a făcut progrese. Să sperăm că în toamnă vom putea da o largă ospitalitate doctrinei și studiilor de legislație atât de dragi d-lui ministru *Trancu*, un fecund legiuitor în domeniul raporturilor dintre muncă și capital.

Sunt în sentimentul dv. închinând acest ultim pahar pentru amabili amfitrionii și distinșii noștri sărbătorii.

Dați-mi voie să adaug că acest ultim pahar trebuie ridicat și pentru colaboratorii de față și pentru cei de departe cari aduc obolul lor la propășirea revistei.

Serbarea a luat sfârșit târziu în noapte, fiecare comesan ducând cu el plăcuta impresiune a unei înălțătoare reuniuni.

CRON.

A apărut ediția II-a **Asupra contractului de locațiune** de d-l *N. Jac Constantinescu*, Consilier la Curtea de Apel Galați.

Lucrarea a fost revăzută, adaogită și complectată cu doctrina și jurisprudența până la zi, cu toate legile, decret-e-legi și regulamente în legătură, și *Taxele de timbru pentru asistența socială*, dublând volumul.

Această operă s'a tipărit în atelierelor Soc. anonime *Curierul Judiciar*, București, Rahovei 5, unde se pot face comanda. **Prețul 30 lei**, plus 2 lei porto postal.

**Rugăm stărilor pe d-nii abonați din provinciile a nu mai aștepta alte invitațiuni, sau sosirea încasatorilor, și a bine voi să trimită achitarea abonamentului prin mandat postal, direct la Administrația ziarului „Curierul Judiciar”. București, Rahovei 5, notind pe eotorul mandatului „pentru abonamentul datorat partida No.”**

**Rugăm pe d-nii magistrați și avocați a ne trimite scrise pe câte o pagină, descifrabil, hotărârile instanțelor judecătorești cari rezolvă chestiuni de drept discutabile, pentru a le putea publica în Curierul Judiciar. Cele mai importante vor fi publicate însoțite de note.**